

vivre
bien
vivre
pleinement

Les Compagnies
Loblaw
Limitée

Rapport du deuxième trimestre 2020 aux actionnaires

Période de 24 semaines close le 13 juin 2020

Rapport du deuxième trimestre de 2020 à l'intention des actionnaires

Rapport de gestion	1
Résultats financiers	37
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	44
Sommaire financier	63

Rapport de gestion

1. Énoncés prospectifs	2
2. Indicateurs de performance financière clés	4
3. Résultats d'exploitation consolidés	5
4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter	12
4.1 Secteur Vente au détail	12
4.2 Secteur Services financiers	17
5. Situation de trésorerie et sources de financement	18
5.1 Flux de trésorerie	18
5.2 Situation de trésorerie et structure du capital	20
5.3 Composantes de la dette totale	21
5.4 Situation financière	22
5.5 Notation	22
5.6 Capital social	23
5.7 Arrangements hors bilan	25
6. Instruments financiers dérivés	25
7. Résultats par trimestre	26
8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière	27
9. Risques d'entreprise et gestion des risques	28
10. Mesures financières non conformes aux PCGR	28
11. Informations supplémentaires	36

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales (collectivement, la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2020 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 28 décembre 2019 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2019 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2019 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2020 de la société sont établis selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

La direction a recours à des mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents. Voir la rubrique 10, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion pour plus de précisions sur les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la société.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 154 du Rapport annuel 2019 de la société.

À moins d'indication contraire, les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont à jour au 22 juillet 2020.

1. Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel, y compris le présent rapport de gestion, renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société, ainsi que sur les questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport trimestriel renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats attendus ainsi que les événements et les plans futurs, les initiatives stratégiques et la restructuration, les changements réglementaires, dont la poursuite de la réforme du réseau de la santé, la situation de trésorerie future, les dépenses d'investissement prévues ainsi que le degré d'avancement et l'incidence des déploiements de systèmes de technologies de l'information (les « TI »). Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent rapport trimestriel, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique 3, « Résultats d'exploitation consolidés », à la rubrique 4.1, « Secteur Vente au détail – Autres questions liées au secteur Vente au détail », à la rubrique 5, « Situation de trésorerie et sources de financement », et à la rubrique 10, « Mesures financières non conformes aux PCGR ». Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres mots ou expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance sur le plan de l'exploitation et à sa performance financière pour 2020 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait à la pandémie de COVID-19, à l'incidence de la réforme du réseau de la santé, aux économies de coûts prévues et à l'efficacité sur le plan de l'exploitation ainsi qu'aux bénéfices associés aux initiatives stratégiques. Les estimations, opinions et hypothèses de la société sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs, dont la pandémie de COVID-19, et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement ou de ceux qui sont prévus dans les énoncés prospectifs, notamment ceux qui sont décrits à la rubrique 9, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du présent rapport de gestion et dans la notice annuelle 2019 de la société (pour l'exercice clos le 28 décembre 2019). Ces risques et incertitudes comprennent les suivants :

- la durée de la pandémie de COVID-19 et son incidence sur les affaires, les activités et la situation financière de la société, ainsi que sur le comportement des consommateurs et l'économie en général;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société de soutenir les besoins de celle-ci ou l'occurrence d'atteintes à la sécurité de renseignements internes ou externes, d'attaques par déni de service, de virus, de vers informatiques ou d'autres atteintes connues ou inconnues à la cybersécurité ou à la protection des données;

- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la diminution des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité de s'adapter efficacement aux tendances de consommation ou à une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'incapacité de mettre en œuvre les initiatives de commerce électronique de la société ou d'adapter son modèle économique à l'évolution du marché de la vente au détail résultant des progrès numériques;
- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les nouveaux systèmes de TI de la société;
- l'incapacité de réaliser les avantages prévus liés aux priorités stratégiques et aux importantes initiatives de la société, dont la croissance des produits, les économies de coûts prévues et les efficacités sur le plan de l'exploitation, ou de gérer les changements organisationnels qui pourraient avoir une incidence sur les relations avec les franchisés et les pharmaciens propriétaires;
- l'incapacité d'attirer et de conserver à son service du personnel qualifié pour les principaux postes, ce qui pourrait avoir une incidence sur la capacité de la société d'exercer efficacement ses activités d'exploitation et de réaliser ses objectifs de rendement financier;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments et des médicaments;
- les erreurs commises lors de la remise de médicaments, de la prestation de services aux patients ou de consultations;
- l'incapacité de maintenir une chaîne d'approvisionnement efficace et par le fait même un assortiment approprié de produits offerts dans les magasins;
- les dénouements défavorables d'actions en justice ou de procédures réglementaires et questions connexes;
- l'incapacité de la société de gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession économique ou des fluctuations des taux d'inflation ou de déflation, des taux d'emploi et d'endettement des ménages, l'incertitude politique, et les fluctuations des taux d'intérêt, des cours de change ou des cours des dérivés ainsi que des marchandises;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation, y compris les problèmes avec des fournisseurs, tant sur les marchés bien établis que sur les marchés en développement;
- toute modification des lois, règles, règlements ou politiques régissant les activités de la société.

Cette liste de facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « autorités en valeurs mobilières »), y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Risques » de la notice annuelle 2019 de la société (pour l'exercice clos le 28 décembre 2019). En outre, les risques liés à la COVID-19 sont décrits à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques », du présent rapport de gestion. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

2. Indicateurs de performance financière clés

Sauf indication contraire, toute l'information financière tient compte de l'incidence de la consolidation des franchises et de la COVID-19.

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Certains de ces indicateurs de performance financière clés sont présentés ci-dessous :

Au 13 juin 2020 et au 15 juin 2019 et pour les périodes closes à ces dates (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020 (12 semaines)	2019 ⁴⁾ (12 semaines)
Chiffres consolidés		
Augmentation des produits	7,4 %	2,9 %
Résultat d'exploitation	404 \$	588 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 016	1 175
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,5 %	10,6 %
Bénéfice net	162 \$	306 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	172	289
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ¹⁾	169	286
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	266	373
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,77 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,74 \$	1,01 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	2 558 \$	1 190 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	935	951
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	334	333
Mesures financières		
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	3,0x	3,0x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres ²⁾ sur une base annuelle	13,3 %	13,5 %
Montant ajusté du rendement du capital ²⁾ sur une base annuelle	7,9 %	7,9 %
Secteur Vente au détail		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	10,0 %	0,6 %
(Diminution) augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	(1,1)%	4,0 %
Résultat d'exploitation	370 \$	546 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 484	3 263
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	29,6 %	29,9 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	977 \$	1 128 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	10,3 %
Secteur Services financiers		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	12 \$	21 \$
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,8 %	13,5 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	3,8 %	3,4 %

i) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

3. Résultats d'exploitation consolidés

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020		2019		2020		2019		
	(12 semaines)		(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	11 957 \$		11 133 \$	824 \$	7,4 %	23 757 \$	21 792 \$	1 965 \$	9,0 %
Résultat d'exploitation	404		588	(184)	(31,3)%	945	1 039	(94)	(9,0)%
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 016		1 175	(159)	(13,5)%	2 185	2 215	(30)	(1,4)%
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,5 %		10,6 %			9,2 %	10,2 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	598 \$		580 \$	18 \$	3,1 %	1 192 \$	1 160 \$	32 \$	2,8 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	176		175	1	0,6 %	348	348	—	— %
Impôt sur le résultat	66		107	(41)	(38,3)%	159	179	(20)	(11,2)%
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	101		143	(42)	(29,4)%	235	251	(16)	(6,4)%
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	28,1 %		26,7 %			26,6 %	26,6 %		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	172 \$		289 \$	(117) \$	(40,5)%	415 \$	490 \$	(75) \$	(15,3)%
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société¹⁾	169		286	(117)	(40,9)%	409	484	(75)	(15,5)%
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	266		373	(107)	(28,7)%	618	663	(45)	(6,8)%
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$		0,77 \$	(0,30) \$	(39,0)%	1,14 \$	1,30 \$	(0,16) \$	(12,3)%
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,74 \$		1,01 \$	(0,27) \$	(26,7)%	1,72 \$	1,79 \$	(0,07) \$	(3,9)%
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation - dilué (en millions)	359,5		370,4			360,3	371,1		

i) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

Au cours des deux dernières semaines du premier trimestre, la société a connu une demande sans précédent de la part des clients qui se constituaient des stocks en réaction à la pandémie de COVID-19. Bien que cela se soit traduit par une augmentation marquée des produits et du bénéfice, l'accroissement des dépenses visant à protéger nos collègues et nos clients ne faisait que commencer. Au deuxième trimestre, le marché canadien est entré dans la prochaine phase de la pandémie. La demande sans précédent pour des produits dans de multiples catégories s'est maintenue. La croissance du chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a été marquée par les changements dans la composition des produits et les bénéfices découlant de la forte demande pour les catégories de produits alimentaires essentiels. La demande globale s'est déplacée vers les formats conventionnels, la division Marché ayant enregistré une forte croissance de 18,8 % du chiffre d'affaires des magasins comparables, tandis que le chiffre d'affaires de la division Escompte a progressé de 4,9 %. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies a diminué de 1,1 %. La croissance du chiffre d'affaires tiré des produits de l'avant du magasin dans les catégories essentielles a été plus que contrebalancée par la baisse du chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance résultant de la COVID-19.

Comme prévu, le bénéfice pour le trimestre a reculé d'une année sur l'autre, la forte croissance du chiffre d'affaires n'ayant pas été suffisante pour compenser les importants coûts liés à la COVID-19 au cours du trimestre. Au total, la société a investi 282 millions de dollars dans le but de protéger et de soutenir les collègues et les clients, dont près de 180 millions de dollars liés aux primes salariales temporaires, ce qui comprend une prime non récurrente de 25 millions de dollars versée aux collègues des magasins et des centres de distribution. À la fin du deuxième trimestre, la société a continué à engager des coûts liés à la COVID-19 afin d'accroître la sécurité de ses clients et collègues, bien qu'à un rythme moins soutenu que durant le deuxième trimestre, grâce à la plus grande stabilité des activités dans les magasins et les centres de distribution.

La pandémie de COVID-19 a accéléré certaines tendances à plus long terme, ce qui est demeuré conforme à la stratégie de la société et a donné lieu à une intensification rapide de ses activités dans ses secteurs de croissance stratégiques, soit le Commerce en ligne convivial, un Réseau de soins de santé relié et les Paiements et récompenses. Les investissements de la société dans ses plateformes de commerce en ligne ont permis à celle-ci d'offrir aux Canadiens la possibilité de faire leurs achats en magasin ou en ligne, avec des services de livraison à domicile ou de ramassage à des emplacements pratiques. Au cours du trimestre, le chiffre d'affaires tiré du commerce électronique a considérablement augmenté, soit de 280 %. Depuis le début de l'exercice, les Canadiens ont acheté près de 1,2 milliard de dollars en produits courants par l'intermédiaire des plateformes de commerce électronique de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques et de vêtements de la société. Ce rythme de croissance accéléré a entraîné des coûts et des investissements supplémentaires au cours du trimestre. La société prévoit une croissance soutenue de ses activités de commerce électronique et elle investit afin d'accroître la capacité et l'offre du service pour le jour même, tout en améliorant la structure de coûts de ce secteur au fil du temps.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 169 millions de dollars (0,47 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente une diminution de 117 millions de dollars (0,30 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. Cette diminution du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société comprend le recul de 107 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et l'incidence défavorable nette de 10 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- le recul de 107 millions de dollars (0,31 \$ par action ordinaire) de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation découle essentiellement de ce qui suit :
 - une baisse de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises) attribuable à la hausse des frais de vente et charges générales et administratives découlant d'une hausse des charges liées à la COVID-19 et à l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, partiellement contrebalancée par l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾;
 - une diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Services financiers.
- la variation défavorable de 10 millions de dollars (0,03 \$ par action ordinaire) d'éléments d'ajustement découle essentiellement de ce qui suit :
 - l'incidence défavorable de 11 millions de dollars (0,03 \$ par action ordinaire) de la reprise sur certains éléments liés à des périodes précédentes comptabilisés en 2019;
 - l'incidence défavorable de 4 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire) de la modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi à l'exercice précédent;facteurs en partie contrebalancés par :
 - la variation favorable de 5 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change;
- le bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,04 \$ par action ordinaire).

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ pour le deuxième trimestre de 2020 s'est établi à 266 millions de dollars (0,74 \$ par action ordinaire), ce qui représente une diminution de 107 millions de dollars, ou 28,7 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. Le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire²⁾ s'est établi à 0,74 \$ par action ordinaire, ce qui représente une diminution de 0,27 \$, ou 26,7 %. Le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire²⁾ reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires.

Pour l'exercice à ce jour, le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 409 millions de dollars (1,14 \$ par action ordinaire), en baisse de 75 millions de dollars (0,16 \$ par action ordinaire), ou 15,5 %, comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019. Cette diminution du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société tient compte du recul de 45 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence défavorable nette de 30 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- le recul de 45 millions de dollars (0,14 \$ par action ordinaire) de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation découle essentiellement de ce qui suit :
 - une diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Services financiers;
 - une baisse de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises) attribuable à l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. La hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, a été plus que contrebalancée par l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾;
- l'incidence défavorable nette de 30 millions de dollars (0,09 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement découle essentiellement de ce qui suit :
 - l'incidence défavorable de 11 millions de dollars (0,03 \$ par action ordinaire) de la reprise sur certains éléments liés à des périodes précédentes en 2019;
 - la variation défavorable de 7 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change;
 - l'incidence défavorable de 5 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, des charges de restructuration et autres charges connexes;
 - l'incidence défavorable de 5 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, des charges de restructuration et autres charges connexes;
 - l'incidence défavorable de 4 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire) de la modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi à l'exercice précédent;
 - l'incidence défavorable de 2 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire) de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;facteurs en partie contrebalancés par :
 - l'incidence favorable de 7 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, des achats de rentes et rachats de régimes de retraite de l'exercice précédent;
- la diminution du bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,07 \$ par action ordinaire).

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ s'est établi à 618 millions de dollars (1,72 \$ par action ordinaire), ce qui représente une baisse de 45 millions de dollars, ou 6,8 %, comparativement à celui inscrit à la période correspondante de 2019. Le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire²⁾ s'est établi à 1,72 \$ par action ordinaire, ce qui représente une diminution de 0,07 \$, ou 3,9 %. Le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire²⁾ reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires.

Produits

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2020 (24 semaines)	2019 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Vente au détail	11 768 \$	10 906 \$	862 \$	7,9 %	23 352 \$	21 358 \$	1 994 \$	9,3 %
Services financiers	233	284	(51)	(18,0) %	499	550	(51)	(9,3) %
Consolidation et éliminations	(44)	(57)	13	22,8 %	(94)	(116)	22	19,0 %
Produits	11 957 \$	11 133 \$	824 \$	7,4 %	23 757 \$	21 792 \$	1 965 \$	9,0 %

Les produits ont augmenté de 824 millions de dollars, ou 7,4 %, au deuxième trimestre de 2020 comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 11 957 millions de dollars. Cette hausse découle essentiellement d'une augmentation de 862 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Exclusion faite de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 762 millions de dollars, ou 7,2 %, en raison de la hausse du chiffre d'affaires des magasins comparables et de l'augmentation nette de la superficie de vente au détail. L'augmentation du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a été contrebalancée en partie par la diminution de 51 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Services financiers qui a découlé essentiellement de la diminution des commissions d'interchange et des frais sur cartes de crédit connexes ainsi que de la baisse du chiffre d'affaires attribuable à la fermeture partielle des kiosques *La Boutique Mobile*.

Pour l'exercice 2020 à ce jour, les produits ont augmenté de 1 965 millions de dollars, ou 9,0 %, comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2019 pour s'établir à 23 757 millions de dollars, en raison essentiellement d'une amélioration de 1 994 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Exclusion faite de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 1 708 millions de dollars, ou 8,2 %, en raison de la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables et de l'augmentation nette de la superficie de vente au détail. L'augmentation du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a été en partie contrebalancée par la diminution de 51 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Services financiers qui a découlé principalement de la diminution des commissions d'interchange et des frais sur cartes de crédit connexes ainsi que de la baisse du chiffre d'affaires attribuable à la fermeture partielle des kiosques *La Boutique Mobile*, facteurs en partie contrebalancés par la hausse des produits d'intérêts.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a diminué de 184 millions de dollars, ou 31,3 %, au deuxième trimestre de 2020 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 404 millions de dollars. Cette baisse rend compte de la diminution de 175 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de la variation défavorable, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement totalisant 9 millions de dollars, comme il est décrit ci-dessous :

- la diminution de 175 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation est essentiellement attribuable à ce qui suit :
 - la diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail découlant de l'augmentation des charges liées à la COVID-19 et de l'apport négatif de 25 millions de dollars de la consolidation des franchises;
 - la diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Services financiers;
- la variation défavorable de 9 millions de dollars d'éléments d'ajustement, en raison principalement de ce qui suit :
 - l'incidence défavorable de 15 millions de dollars de la reprise sur certains éléments liés à des périodes précédentes comptabilisés en 2019;
 facteur en partie contrebalancé par :
 - la variation défavorable de 7 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change.

Pour l'exercice 2020 à ce jour, le résultat d'exploitation a diminué de 94 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019 pour s'établir à 945 millions de dollars. Cette baisse rend compte de la diminution de 60 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de la variation défavorable, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement totalisant 34 millions de dollars, comme il est décrit ci-dessous :

- la diminution de 60 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation est essentiellement attribuable à ce qui suit :
 - la diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Services financiers;
 - la diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail attribuable à l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. La hausse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, a été plus que contrebalancée par l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾;
- la variation défavorable de 34 millions de dollars d'éléments d'ajustement, en raison principalement de ce qui suit :
 - l'incidence défavorable de 15 millions de dollars de la reprise, en 2019, de certains éléments liés à des périodes précédentes;
 - la variation défavorable de 10 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change;
 - l'incidence défavorable de 8 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, des charges de restructuration et autres charges connexes;
 - l'incidence défavorable de 6 millions de dollars du profit net sur la vente d'immeubles non exploités comptabilisé à l'exercice précédent;
 - la variation défavorable de 3 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;
 facteurs en partie contrebalancés par :
 - l'incidence favorable de 10 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, des achats de rentes et rachats de régimes de retraite de l'exercice précédent.

Montant ajusté du BAIIA²⁾

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation	Variation	2020	2019	Variation	Variation
	(12 semaines)	(12 semaines)	(en \$)	(en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	(en \$)	(en %)
Vente au détail	977 \$	1 128 \$	(151) \$	(13,4) %	2 138 \$	2 113 \$	25 \$	1,2 %
Services financiers	39	47	(8)	(17,0) %	47	102	(55)	(53,9) %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 016 \$	1 175 \$	(159) \$	(13,5) %	2 185 \$	2 215 \$	(30) \$	(1,4) %

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a diminué de 159 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 1 016 millions de dollars. La diminution du montant ajusté du BAIIA²⁾ enregistrée au deuxième trimestre de 2020 s'explique essentiellement par une baisse de 151 millions de dollars de la performance du secteur Vente au détail découlant surtout de l'augmentation des charges liées à la COVID-19. Le recul pour le secteur Vente au détail tient compte de l'incidence défavorable de 20 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de la consolidation des franchises. La diminution du montant ajusté du BAIIA²⁾ est aussi attribuable à la baisse de 8 millions de dollars de la performance du secteur Services financiers.

Pour l'exercice 2020 à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ a diminué de 30 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019 pour s'établir à 2 185 millions de dollars. La diminution du montant ajusté du BAIIA²⁾ enregistrée pour l'exercice à ce jour s'explique essentiellement par une baisse de 55 millions de dollars de la performance du secteur Services financiers, contrebalancée en partie par une augmentation de 25 millions de dollars de la performance du secteur Vente au détail, y compris l'incidence favorable de 16 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de la consolidation des franchises.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Au deuxième trimestre de 2020, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont augmenté de 18 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 598 millions de dollars. Pour l'exercice 2020 à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont augmenté de 32 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2019 pour s'établir à 1 192 millions de dollars. L'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles enregistrée au deuxième trimestre de 2020 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de la consolidation des franchises et de l'augmentation des actifs liés aux TI. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles au deuxième trimestre de 2020 et pour l'exercice à ce jour tiennent compte de l'amortissement de 118 millions de dollars (116 millions de dollars en 2019) et de 237 millions de dollars (235 millions de dollars en 2019), respectivement, des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix »).

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont augmenté de 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2020 comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 176 millions de dollars. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des charges d'intérêts du secteur Services financiers.

Pour l'exercice à ce jour, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières se sont établies à 348 millions de dollars, inchangées comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2019.

Impôt sur le résultat

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020				2019			
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Impôt sur le résultat	66 \$	107 \$	(41) \$	(38,3) %	159 \$	179 \$	(20) \$	(11,2) %
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :								
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt	35	32	3	9,4 %	76	68	8	11,8 %
Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi	—	4	(4)	(100,0) %	—	4	(4)	(100,0) %
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	101 \$	143 \$	(42) \$	(29,4) %	235 \$	251 \$	(16) \$	(6,4) %
Taux d'impôt effectif	28,9 %	25,9 %			26,6 %	25,9 %		
Montant ajusté du taux d'impôt effectif ²⁾	28,1 %	26,7 %			26,6 %	26,6 %		

La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au deuxième trimestre de 2020 s'est établie à 66 millions de dollars (107 millions de dollars en 2019) et le taux d'impôt effectif, à 28,9 % (25,9 % en 2019). La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée pour l'exercice à ce jour s'est établie à 159 millions de dollars (179 millions de dollars en 2019) et le taux d'impôt effectif, à 26,6 % (25,9 % en 2019).

L'augmentation du taux d'impôt effectif pour le deuxième trimestre de 2020 est surtout attribuable à la baisse des bénéfices des franchisés au cours du trimestre, qui ont été imposés au taux d'imposition moins élevé des petites entreprises. L'augmentation du taux d'impôt effectif depuis le début de l'exercice découle essentiellement de la réévaluation de certains soldes d'impôt différé attribuable à la baisse de taux en Alberta qui a été annoncée et quasi adoptée au deuxième trimestre de 2019.

Le montant ajusté de la charge d'impôt²⁾ au deuxième trimestre de 2020 s'est établi à 101 millions de dollars (143 millions de dollars en 2019) et le montant ajusté du taux d'impôt effectif²⁾, à 28,1 % (26,7 % en 2019). Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté de la charge d'impôt²⁾ s'est établi à 235 millions de dollars (251 millions de dollars en 2019) et le montant ajusté du taux d'impôt effectif²⁾, à 26,6 % (26,6 % en 2019). L'augmentation du montant ajusté du taux d'impôt effectif²⁾ enregistrée au deuxième trimestre découle essentiellement de la baisse des bénéfices des franchisés au cours du trimestre, qui ont été imposés au taux d'imposition moins élevé des petites entreprises.

La société a reçu de l'Agence du revenu du Canada et du ministère des Finances de l'Ontario des avis de nouvelle cotisation qui s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle certains revenus touchés par Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiale établie à la Barbade et entièrement détenue par la société qui a fait l'objet d'une liquidation en 2013, auraient dû être traités comme des revenus canadiens et imposés comme tels au Canada. Les avis de nouvelle cotisation, qui ont été reçus entre 2015 et 2019, portent sur les années d'imposition 2000 à 2013. Le 7 septembre 2018, la Cour de l'impôt du Canada (la « Cour de l'impôt ») a rendu sa décision concernant les années d'imposition 2000 à 2010. La Cour de l'impôt a statué, en se fondant sur une interprétation technique des lois applicables, que certains revenus touchés par Glenhuron devaient être imposés au Canada. Le 4 octobre 2018, la société a déposé un avis d'appel auprès de la Cour d'appel fédérale, et elle a comptabilisé une charge de 367 millions de dollars, dont une tranche de 176 millions de dollars au titre des intérêts et une tranche de 191 millions de dollars, au titre de l'impôt sur le résultat, afin de couvrir le passif qui surviendra ultimement si l'appel ne donne pas les résultats escomptés. Le 15 octobre 2019, la Cour d'appel fédérale a entendu l'appel. Au deuxième trimestre, le 23 avril 2020, la Cour d'appel fédérale a rendu sa décision concernant l'affaire Glenhuron en faveur de la société, infirmant la décision de la Cour de l'impôt. Après la clôture du deuxième trimestre, le 19 juin 2020, la Couronne a déposé une demande d'autorisation d'appel devant la Cour suprême du Canada. La société n'a annulé aucune partie de la charge précédemment comptabilisée.

Processus et efficience Au deuxième trimestre de 2020, la société a comptabilisé des charges de restructuration et autres charges connexes d'environ 17 millions de dollars, liées essentiellement à des initiatives d'amélioration des processus et de création d'efficience. Les charges de restructuration tiennent compte d'un montant de 9 millions de dollars lié à la fermeture de deux centres de distribution situés à Laval et à Ottawa qui a été annoncée précédemment au premier trimestre de 2020. La société investit actuellement dans un projet d'agrandissement visant à rendre son centre de distribution de Cornwall plus moderne et plus efficace, afin de desservir ses secteurs de l'alimentation et des pharmacies au détail de l'Ontario et du Québec. Au cours des deux prochaines années, les centres de distribution de Laval et d'Ottawa transféreront leurs volumes à Cornwall. La société s'attend à engager des coûts de restructuration supplémentaires liés à ces fermetures en 2020 et en 2021. Pour l'exercice à ce jour, la société a comptabilisé des charges de restructuration et autres charges connexes d'environ 36 millions de dollars, liées essentiellement à des initiatives d'amélioration des processus et de création d'efficience. Pour l'exercice à ce jour, les charges de restructuration tiennent compte d'un montant de 24 millions de dollars lié à la fermeture de deux centres de distribution situés à Laval et à Ottawa.

Mise à jour concernant la COVID-19

Questions d'ordre général La pandémie de COVID-19 a continué d'avoir une incidence considérable sur nos collègues, clients, fournisseurs et autres parties prenantes au cours du deuxième trimestre. Comme il a été mentionné précédemment, à partir du mois de mars, la société a réagi rapidement aux changements de circonstances en augmentant ses investissements dans quatre catégories : l'amélioration du service offert aux clients grâce à l'expansion des capacités de service en ligne et à l'accroissement de l'effectif dans les magasins de la société; le soutien offert à nos collègues des magasins et des centres de distribution qui bénéficient de primes et de mesures de protection salariale temporaires; le maintien des activités opérationnelles grâce au nettoyage plus fréquent des magasins, au renforcement de la sécurité, à la mise en place de nouvelles méthodes de magasinage visant à promouvoir la distanciation sociale et à l'installation d'écrans en plexiglas aux caisses; ainsi qu'un soutien financier aux communautés et aux clients de la société par le biais de dons aux banques alimentaires et aux œuvres de bienfaisance communautaires et d'une offre de solutions personnalisées aux clients détenteurs de la carte Mastercard^{MD} Services financiers le Choix du Président éprouvant des difficultés financières. Ces investissements se sont poursuivis au cours du deuxième trimestre.

Au premier trimestre de 2020, la société a annoncé que les coûts liés à ces investissements supplémentaires devraient atteindre environ 90 millions de dollars pour chaque période de quatre semaines. Les coûts de ces investissements supplémentaires se sont établis à environ 282 millions de dollars au deuxième trimestre, excédant les bénéfices tirés de la hausse du volume des ventes attribuable à la COVID-19. Ces coûts comprennent un montant d'environ 180 millions de dollars lié aux coûts des primes salariales temporaires, dont la prime non récurrente de 25 millions de dollars versée aux collègues des magasins et des centres de distribution de la société annoncée le 11 juin 2020. La société continue à engager des coûts liés à la COVID-19 afin d'accroître la sécurité de ses clients et de ses collègues. Au cours des quatre semaines suivant la fin du deuxième trimestre, ces coûts se sont élevés à environ 19 millions de dollars. Compte tenu de la nature sans précédent de la pandémie et de la variabilité des plans de réouverture partout au pays, la société s'attend à ce que le comportement des consommateurs et l'incidence qui en résulte sur le chiffre d'affaires et la composition de la marge brute demeurent imprévisibles. Dans les quatre semaines qui ont suivi la fin du deuxième trimestre, la composition du chiffre d'affaires a continué à évoluer, car les restaurants ont amorcé leur réouverture. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail s'est maintenu à un niveau élevé, mais les taux de croissance ont légèrement reculé, tandis que les taux de croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail se sont améliorés en regard du deuxième trimestre.

Étant donné l'incertitude entourant la durée et la gravité de la pandémie, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable l'impact de la COVID-19 sur les résultats financiers et les activités de la société. Comme il a été annoncé le 9 avril 2020, la société a retiré ses perspectives pour 2020 contenues dans son rapport de gestion de l'exercice clos le 28 décembre 2019.

Liquidités La situation de trésorerie de la société est soutenue par une solide situation financière et la capacité de générer d'importantes entrées nettes liées à ses activités d'exploitation. À la clôture du deuxième trimestre de 2020, le solde consolidé de la trésorerie et des placements à court terme de la société s'établissait à 2,6 milliards de dollars. Le total des liquidités disponibles est d'environ 4,6 milliards de dollars, y compris les montants non utilisés sur les facilités de crédit engagées. La Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») continue de maintenir un niveau de liquidités largement supérieur aux exigences réglementaires minimales. Après la clôture du deuxième trimestre, les liquidités de la société ont été réduites de 350 millions de dollars en raison du remboursement des billets à moyen terme à 5,22 % de série 2-B, qui a été effectué le 18 juin 2020. La COVID-19 a eu des répercussions sur le calendrier et l'ampleur des dépenses d'investissement à cours du deuxième trimestre.

Facteur de risque Pour plus de renseignements sur les risques auxquels la société est exposée en raison de la pandémie de COVID-19, il y a lieu de se reporter à la rubrique 9, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du rapport de gestion de la société pour le trimestre clos le 13 juin 2020.

4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter

La société compte deux secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens propriétaires. Il comprend également les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les vêtements et les autres articles de marchandise générale et il soutient le programme *PC Optimum*. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- le secteur Services financiers offre des services de cartes de crédit, le programme *PC Optimum*, des services de courtage d'assurance et des services de télécommunications.

4.1 Secteur Vente au détail

Sauf indication contraire, l'information financière qui suit reflète l'incidence de la consolidation des franchises et de la COVID-19.

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020		2019		2020		2019		
	(12 semaines)		(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Chiffre d'affaires	11 768 \$		10 906 \$	862 \$	7,9 %	23 352 \$	21 358 \$	1 994 \$	9,3 %
Résultat d'exploitation	370		546	(176)	(32,2)%	908	947	(39)	(4,1)%
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 484		3 263	221	6,8 %	6 934	6 360	574	9,0 %
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	29,6 %		29,9 %			29,7 %	29,8 %		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	977 \$		1 128 \$	(151) \$	(13,4)%	2 138 \$	2 113 \$	25 \$	1,2 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %		10,3 %			9,2 %	9,9 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	593 \$		575 \$	18 \$	3,1 %	1 182 \$	1 150 \$	32 \$	2,8 %

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020		2019		2020		2019	
	(12 semaines)		(12 semaines)		(24 semaines)		(24 semaines)	
	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables
Secteur de l'alimentation au détail	8 747 \$	10,0 %	7 858 \$	0,6 %	17 079 \$	9,8 %	15 373 \$	1,3 %
Secteur des pharmacies au détail	3 021	(1,1) %	3 048	4,0 %	6 273	4,7 %	5 985	3,1 %
Médicaments sur ordonnance	1 361	(6,2) %	1 449	4,8 %	2 924	2,1 %	2 861	3,0 %
Produits de l'avant du magasin	1 660	3,3 %	1 599	3,3 %	3 349	6,9 %	3 124	3,2 %

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 11 768 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 862 millions de dollars, ou 7,9 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. Exclusion faite de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 762 millions de dollars, ou 7,2 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 10,0 % au cours du trimestre (0,6 % en 2019). La hausse du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation reflète l'incidence favorable de la COVID-19. Le moment du congé de Pâques a eu une incidence négligeable sur la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail aux deuxièmes trimestres de 2020 et de 2019.
 - la croissance du chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a été solide;
 - le chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance a diminué considérablement;
 - le prix moyen des articles du secteur de l'alimentation au détail de la société s'est établi à 4,6 % (3,3 % en 2019), ce qui reflète la croissance d'un exercice à l'autre des produits du secteur de l'alimentation au détail par rapport au nombre moyen d'articles vendus dans les magasins de la société au cours du trimestre;
 - la taille du panier d'épicerie s'est accrue et l'achalandage en magasin a diminué au cours du trimestre.
- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a diminué de 1,1 % (augmenté de 4,0 % en 2019). Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies reflète l'incidence défavorable de la COVID-19. Le moment du congé de Pâques a eu une incidence négligeable sur le recul et la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail aux deuxièmes trimestres de 2020 et de 2019, respectivement.
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a diminué de 6,2 % (augmenté de 4,8 % en 2019). Le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 4,3 % (3,8 % en 2019). Si l'on tient compte seulement des magasins comparables, le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 4,3 % (3,7 % en 2019) et la valeur moyenne des ordonnances a diminué de 11,2 % (augmenté de 0,6 % en 2019). La modification provisoire de la limite de renouvellement des ordonnances en raison de la COVID-19, qui est passée de 90 jours à 30 jours, s'est traduite par une augmentation nette du nombre d'ordonnances et par une diminution de la valeur moyenne des ordonnances;
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté de 3,3 % (3,3 % en 2019).

Au cours des 12 derniers mois, 13 magasins du secteur de l'alimentation et du secteur des pharmacies ont ouvert leurs portes et 7 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de la superficie du secteur Vente au détail de 0,1 million de pieds carrés, ou 0,1 %.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 23 352 millions de dollars, en hausse de 1 994 millions de dollars, ou 9,3 %, comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019. Exclusion faite de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 1 708 millions de dollars, ou 8,2 %. Le chiffre d'affaires du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1 706 millions de dollars, ou 11,1 %, pour l'exercice à ce jour pour s'établir à 17 079 millions de dollars. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de 9,8 % (1,3 % en 2019) du chiffre d'affaires des magasins comparables pour l'exercice à ce jour. Le chiffre d'affaires du secteur des pharmacies au détail s'est établi à 6 273 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 288 millions de dollars, ou 4,8 %. Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 4,7 % (3,1 % en 2019), le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance ayant augmenté de 2,1 % (3,0 % en 2019) et le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin ayant affiché une croissance de 6,9 % (3,2 % en 2019).

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a diminué de 176 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 370 millions de dollars. La baisse du résultat d'exploitation découle de la diminution de 167 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence défavorable nette de 9 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- la diminution de 167 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète principalement l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives découlant de la hausse des charges liées à la COVID-19 et l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, en partie contrebalancées par la hausse du montant ajusté de la marge brute²⁾. La diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète l'apport négatif de 25 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de la consolidation des franchises;
- la variation défavorable de 9 millions de dollars d'éléments d'ajustement, qui s'explique principalement par ce qui suit :
 - l'incidence défavorable de 15 millions de dollars de la reprise sur certains éléments liés à des périodes précédentes comptabilisés en 2019;
facteur en partie contrebalancé par :
 - la variation favorable de 7 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change.

Le résultat d'exploitation a diminué de 39 millions de dollars pour l'exercice à ce jour comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019 pour s'établir à 908 millions de dollars. La baisse du résultat d'exploitation découle de la diminution de 5 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de la variation défavorable de 34 millions de dollars d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- la diminution de 5 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète principalement l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. La hausse des frais de vente et charges générales et administratives, exclusion faite des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, a été plus que contrebalancée par l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾. La diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète l'apport positif de 3 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de la consolidation des franchises;
- la variation défavorable de 34 millions de dollars d'éléments d'ajustement, qui s'explique principalement par ce qui suit :
 - l'incidence défavorable de 15 millions de dollars de la reprise, en 2019, de certains éléments liés à des périodes précédentes;
 - la variation défavorable de 10 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change;
 - l'incidence défavorable de 8 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, des charges de restructuration et autres charges connexes;
 - l'incidence défavorable de 6 millions de dollars du profit net sur la vente d'immeubles non exploités comptabilisé à l'exercice précédent;
 - la variation défavorable de 3 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;facteurs en partie contrebalancés par :
 - l'incidence favorable de 10 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, des achats de rentes et rachats de régimes de retraite de l'exercice précédent.

Montant ajusté de la marge brute²⁾ Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 3 484 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 221 millions de dollars comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. Exclusion faite de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a augmenté de 104 millions de dollars. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 29,6 %, en baisse de 30 points de base comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 26,9 %, en baisse de 90 points de base comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. Les marges du secteur de l'alimentation au détail et du secteur des pharmacies au détail ont subi l'incidence défavorable de la variation de la composition des ventes de produits, en raison essentiellement de la COVID-19.

Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 6 934 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, en hausse de 574 millions de dollars comparativement à celui inscrit à la période correspondante de 2019. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 29,7 %, en baisse de 10 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019. Exclusion faite de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a augmenté de 332 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,1 %, en baisse de 60 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019. Les marges du secteur de l'alimentation au détail sont demeurées stables tandis que les marges du secteur des pharmacies au détail ont subi l'incidence défavorable de la composition des produits. La composition globale répartie entre les secteurs de l'alimentation et des pharmacies a été défavorable, en raison essentiellement de la COVID-19.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 977 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 151 millions de dollars par rapport à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. La diminution tient compte de l'incidence défavorable de 20 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de la consolidation des franchises. Exclusion faite de la consolidation des franchises, la baisse est attribuable à l'augmentation de 235 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, contrebalancée en partie par une hausse de 104 millions de dollars du montant ajusté de la marge brute²⁾. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 90 points de base comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2019 pour s'établir à 18,5 %. La hausse défavorable de 90 points de base s'explique essentiellement par les coûts relatifs aux investissements liés à la COVID-19 et les coûts supplémentaires découlant de l'accélération des initiatives de commerce électronique de la société, contrebalancés en partie par les initiatives d'amélioration des processus et de création d'efficacités ainsi que les économies de coûts qui ont découlé de la réduction des autres charges.

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 2 138 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, en hausse de 25 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2019. L'augmentation tient compte de l'incidence favorable de 16 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de la consolidation des franchises. Exclusion faite de la consolidation des franchises, la hausse est attribuable à l'augmentation de 332 millions de dollars du montant ajusté de la marge brute²⁾, contrebalancée en partie par une hausse de 323 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 10 points de base comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2019 pour s'établir à 18,0 %. L'augmentation défavorable de 10 points de base découle essentiellement des charges liées à la COVID-19, qui ont été plus que contrebalancées par l'accroissement de la marge attribuable à la hausse du chiffre d'affaires du secteur de l'alimentation qui a découlé de la COVID-19.

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ tient compte de profits de néant pour le deuxième trimestre de 2020 (néant en 2019) et de néant pour l'exercice à ce jour (5 millions de dollars en 2019) au titre de la cession-bail d'immeubles conclue avec Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »).

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 593 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 18 millions de dollars en regard du deuxième trimestre de 2019. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 1 182 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, en hausse de 32 millions de dollars comparativement à ceux inscrits à la période correspondante de 2019. L'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles enregistrée au deuxième trimestre de 2020 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de la consolidation des franchises et d'une augmentation des actifs liés aux TI. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 118 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (116 millions de dollars en 2019) et de 237 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (235 millions de dollars en 2019) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Autres questions liées au secteur Vente au détail

Consolidation des franchises Le réseau de la société compte plus de 500 magasins franchisés d'alimentation au détail. À la clôture du premier trimestre de 2020, la société a consolidé tous ses franchisés restants à des fins comptables aux termes d'un contrat de franchise simplifié qui est entré en vigueur en 2015.

Le tableau qui suit présente l'incidence totale de la consolidation des franchises dont rendent compte les résultats consolidés de la société :

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020 (12 semaines)	2019 ⁴⁾ (12 semaines)	2020 (24 semaines)	2019 ⁴⁾ (24 semaines)
Nombre de magasins franchisés consolidés à l'ouverture de la période	526	414	470	400
Ajouter : nombre net de magasins franchisés consolidés pendant la période	—	10	56	24
Nombre de magasins franchisés consolidés à la clôture de la période ¹⁾	526	424	526	424
Chiffre d'affaires	406 \$	306 \$	895 \$	609 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	429	312	845	603
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	20	40	87	71
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	22	17	47	34
Résultat d'exploitation	(2)	23	40	37
(Perte nette) bénéfice net	(8)	16	25	24
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(10)	17	23	22

i) Le nombre de magasins franchisés présenté ailleurs inclut certains magasins qui en vertu d'accords d'achats ne seront pas assujettis au contrat de franchise simplifié.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par le résultat d'exploitation présenté dans le tableau ci-dessus, puisque le bénéfice inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Étant donné l'incertitude entourant la durée et la gravité de la pandémie, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable l'impact de la COVID-19 sur les résultats financiers et les activités des franchises.

4.2 Secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020	2019		2020	2019			
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	233 \$	284 \$	(51) \$	(18,0) %	499 \$	550 \$	(51) \$	(9,3) %
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	12	21	(9)	(42,9) %	(7)	52	(59)	(113,5) %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019 ⁴⁾	Variation (en \$)	Variation (en %)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	3 235 \$	3 201 \$	34 \$	1,1 %
Créances sur cartes de crédit	2 834	3 243	(409)	(12,6) %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	250	175	75	42,9 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,8 %	13,5 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	3,8 %	3,4 %		

Produits Les produits se sont établis à 233 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente une diminution de 51 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2019, en raison essentiellement de ce qui suit :

- la diminution des commissions d'interchange et des frais sur cartes de crédit attribuable surtout aux dépenses moindres des clients;
- la diminution du chiffre d'affaires attribuable à la fermeture partielle des kiosques *La Boutique Mobile* qui a découlé de la COVID-19.

Pour l'exercice à ce jour, les produits se sont établis à 499 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 51 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2019, comme il est décrit plus haut, contrebalancée en partie par l'augmentation des produits d'intérêts.

Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 12 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente une diminution du bénéfice de 9 millions de dollars comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2019. La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 7 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, ce qui représente une baisse du résultat de 59 millions de dollars comparativement au montant inscrit pour la période correspondante de 2019. La diminution du bénéfice avant impôt sur le résultat enregistrée au deuxième trimestre de 2020 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- la diminution des produits dont il est question ci-dessus;
- l'augmentation des pertes de crédit;
- l'augmentation des pertes de crédit attendues attribuable à la hausse immédiate des prévisions en matière de chômage et du contexte de récession après que la COVID-19 eut été déclarée pandémie;

facteurs en partie contrebalancés par :

- la diminution du volume des opérations au sein du programme de fidélisation;
- la baisse des coûts d'acquisition de la clientèle.

Créances sur cartes de crédit Au 13 juin 2020, les créances sur cartes de crédit s'établissaient à 2 834 millions de dollars, en baisse de 409 millions de dollars comparativement à celles inscrites au 15 juin 2019. Cette baisse découle essentiellement d'une modification du comportement des clients, laquelle a donné lieu à une baisse du volume des ventes et à une réaffectation des dépenses en faveur des catégories non discrétionnaires. Le compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit a augmenté pour s'établir à 250 millions de dollars, en hausse de 75 millions de dollars comparativement au 15 juin 2019.

5. Situation de trésorerie et sources de financement

5.1 Flux de trésorerie

Principales composantes des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2020 (24 semaines)	2019 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	2 184 \$	929 \$	1 255 \$	135,1 %	1 133 \$	1 065 \$	68 \$	6,4 %
Entrées (sorties) nettes liées aux :								
Activités d'exploitation	935 \$	951 \$	(16) \$	(1,7) %	2 748 \$	1 911 \$	837 \$	43,8 %
Activités d'investissement	(557)	(206)	(351)	(170,4) %	(770)	472	(1 242)	(263,1) %
Activités de financement	(369)	(523)	154	29,4 %	(911)	(2 298)	1 387	60,4 %
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4	—	4	100,0 %	(3)	1	(4)	(400,0) %
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13 \$	222 \$	(209) \$	(94,1) %	1 064 \$	86 \$	978 \$	1 137,2 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	2 197 \$	1 151 \$	1 046 \$	90,9 %	2 197 \$	1 151 \$	1 046 \$	90,9 %

Entrées nettes liées aux activités d'exploitation Les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 935 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 16 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2019. La baisse des entrées nettes liées aux activités d'exploitation découle avant tout de la variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable à l'augmentation des achats de stocks et à la baisse des fournisseurs ainsi que de la diminution du bénéfice en trésorerie en raison de la COVID-19, contrebalancées en partie par la diminution des créances sur cartes de crédit attribuable aux dépenses moindres des clients.

Pour l'exercice 2020 à ce jour, les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 2 748 millions de dollars, en hausse de 837 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par la baisse des créances sur cartes de crédit attribuable aux dépenses moindres des clients et par la diminution des impôts payés.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 557 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 351 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2019. L'augmentation des sorties nettes liées aux activités d'investissement est principalement attribuable à la hausse des placements à court terme et à la variation défavorable des dépôts de garantie, en partie contrebalancées par la réduction des dépenses d'investissement.

Pour l'exercice 2020 à ce jour, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 770 millions de dollars, en hausse de 1 242 millions de dollars comparativement au montant inscrit pour la période correspondante de 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à la libération de dépôts de garantie de 800 millions de dollars au cours de l'exercice précédent aux fins du remboursement de débentures de 800 millions de dollars de la société et à la hausse des placements à court terme.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Au 13 juin 2020 et au 15 juin 2019 et pour les périodes closes à ces dates	2020 (24 semaines)	2019 (24 semaines)	Variation (en %)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	410 \$	383 \$	7,0 %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	35,6	35,7	(0,3) %
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	16,4	16,3	0,6 %
Superficie des pharmacies détenues par des pharmaciens propriétaires (en millions de pieds carrés)	18,7	18,6	0,5 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,7	70,6	0,1 %
Nombre de magasins détenus par la société	549	551	(0,4) %
Nombre de magasins franchisés	539	536	0,6 %
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens propriétaires	1 343	1 338	0,4 %
Nombre total de magasins	2 431	2 425	0,2 %
Biens immobiliers détenus par la société (en pourcentage)	7 %	8 %	
Biens immobiliers détenus par des franchisés (en pourcentage)	4 %	4 %	
Biens immobiliers détenus par les pharmaciens propriétaires (en pourcentage)	1 %	1 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	64 800	64 800	— %
Magasins franchisés	30 400	30 400	— %
Pharmacies détenues par des pharmaciens propriétaires	13 900	13 900	— %

Sorties nettes liées aux activités de financement Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 369 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 154 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2019. La baisse des sorties nettes liées aux activités de financement est attribuable au fait que la société n'a effectué aucun rachat d'actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») au deuxième trimestre de 2020 et à la variation favorable de la dette bancaire, facteurs en partie contrebalancés par le recul des emprunts aux termes des autres fiducies de titrisation indépendantes en raison de la baisse du volume des créances sur cartes de crédit.

Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 911 millions de dollars pour l'exercice 2020 à ce jour, en baisse de 1 387 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2019. La baisse des sorties nettes liées aux activités de financement s'explique principalement par l'émission nette de 476 millions de dollars de titres de créance à long terme au cours de l'exercice considéré, comparativement à un remboursement net de 726 millions de dollars sur la dette à long terme au cours de l'exercice précédent. L'émission nette de titres de créance à long terme tient compte de l'émission de billets non garantis de premier rang d'un montant en principal global de 350 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020. Le remboursement net sur la dette à long terme au cours de l'exercice précédent tient compte d'un remboursement de 800 millions de dollars de débentures libérées au titre d'un dépôt de garantie. Aussi, la société n'a effectué aucun rachat d'actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat au deuxième trimestre de 2020.

Les opérations importantes touchant la dette à long terme de la société sont décrites à la rubrique 5.3, « Composantes de la dette totale ».

Flux de trésorerie disponibles²⁾

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020	2019		2020	2019			
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	935 \$	951 \$	(16) \$	(1,7) %	2 748 \$	1 911 \$	837 \$	43,8 %
Moins :								
Dépenses d'investissement	199	209	(10)	(4,8) %	410	383	27	7,0 %
Intérêts payés	71	73	(2)	(2,7) %	159	171	(12)	(7,0) %
Paiements au titre de la location, montant net	331	336	(5)	(1,5) %	659	605	54	8,9 %
Flux de trésorerie disponibles²⁾	334 \$	333 \$	1 \$	0,3 %	1 520 \$	752 \$	768 \$	102,1 %

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 334 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 1 million de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2019. La hausse des flux de trésorerie disponibles²⁾ découle avant tout de la diminution des créances sur cartes de crédit attribuable aux dépenses moindres des clients, contrebalancée en partie par la variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement découlant de l'augmentation des achats de stocks et par la baisse des fournisseurs, ainsi que de la diminution du bénéfice en trésorerie en raison de la COVID-19.

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 1 520 millions de dollars pour l'exercice 2020 à ce jour, en hausse de 768 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2019. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles²⁾ s'explique essentiellement par la baisse des créances sur cartes de crédit attribuable aux dépenses moindres des clients et par la diminution des impôts payés.

5.2 Situation de trésorerie et structure du capital

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des facilités de crédit engagées lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement, les exigences de capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières.

La Banque PC prévoit obtenir du financement à long terme pour son portefeuille de cartes de crédit au moyen de l'émission de billets de *Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}* (« Eagle ») et de certificats de placement garanti.

La société gère la structure de son capital en fonction de chacun de ses secteurs d'exploitation à présenter de manière à s'assurer que cette structure convienne au domaine dans lequel chaque secteur exerce ses activités. Le tableau qui suit présente le total de la dette sur laquelle la direction exerce un suivi, par secteur d'exploitation à présenter :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020			Au 15 juin 2019			Au 28 décembre 2019		
	Vente au détail	Services financiers	Total	Vente au détail	Services financiers	Total	Vente au détail	Services financiers	Total
Dette bancaire	133 \$	— \$	133 \$	89 \$	— \$	89 \$	18 \$	— \$	18 \$
Dette à court terme	—	525	525	—	790	790	—	725	725
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	350	890	1 240	—	324	324	350	777	1 127
Dette à long terme	4 781	1 562	6 343	4 798	1 651	6 449	4 437	1 534	5 971
Certains autres passifs	66	—	66	49	—	49	65	—	65
Total de la dette, compte non tenu des obligations locatives	5 330 \$	2 977 \$	8 307 \$	4 936 \$	2 765 \$	7 701 \$	4 870 \$	3 036 \$	7 906 \$
Tranche à moins d'un an des obligations locatives	1 324	—	1 324	1 239	—	1 239	1 419	—	1 419
Obligations locatives	7 685	—	7 685	7 749	—	7 749	7 691	—	7 691
Total de la dette, compte tenu du total des obligations locatives	14 339 \$	2 977 \$	17 316 \$	13 924 \$	2 765 \$	16 689 \$	13 980 \$	3 036 \$	17 016 \$

Secteur Vente au détail La société gère la structure de son capital de manière à ce que le secteur Vente au détail affiche des paramètres de crédit cadrant avec ceux de détaillants dont les notations sont élevées. La société suit de près le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail, mesure qui lui permet d'évaluer le niveau d'endettement.

	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	3,0x	3,0x	3,0x

Le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle au 13 juin 2020 est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019.

Banque le Choix du Président Les objectifs de gestion du capital de la Banque PC consistent à systématiquement maintenir une assise financière solide tout en tenant compte des risques économiques auxquels l'expose son portefeuille de créances sur cartes de crédit et à satisfaire à toutes les exigences réglementaires qui sont définies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »).

Clauses restrictives et exigences réglementaires La société est tenue de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société respectait ces clauses restrictives au 13 juin 2020 et les a respectées tout au long du deuxième trimestre. La Banque PC respectait toutes les exigences réglementaires applicables au 13 juin 2020 et les a respectées tout au long du deuxième trimestre.

5.3 Composantes de la dette totale

Débetures Au deuxième trimestre de 2020, la société a émis des billets non garantis de premier rang portant intérêt à 2,284 % par année d'un montant en principal global de 350 millions de dollars, dont l'échéance est le 7 mai 2030. Après la clôture du trimestre, la société a utilisé le produit net de l'émission pour financer le remboursement de ses billets à moyen terme à 5,22 % de série 2-B d'un montant en principal global de 350 millions de dollars le 18 juin 2020.

Aucune débeture n'a été émise ou remboursée au cours du deuxième trimestre de 2019.

Facilité de crédit engagée La société a une facilité de crédit engagée de 1,0 milliard de dollars venant à échéance le 10 juin 2021. Cette facilité de crédit engagée comporte certaines clauses restrictives de nature financière. Au cours du deuxième trimestre de 2020, la société a remboursé le montant de 350 millions de dollars qui avait été prélevé sur cette facilité au premier trimestre de 2020. Au 13 juin 2020, au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité.

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque PC, participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Eagle* et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants titrisés auprès de fiducies de titrisation indépendantes :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	1 000 \$	750 \$	1 000 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	525	790	725
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 525 \$	1 540 \$	1 725 \$

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 13 juin 2020 et s'y est conformée tout au long du premier semestre de 2020.

Un processus de cumul aux fins du remboursement a été déclenché au deuxième trimestre de 2020 en raison de l'arrivée à échéance le 17 septembre 2020 des billets à terme de premier rang et subordonnés de série *Eagle* de 250 millions de dollars portant intérêt au taux moyen pondéré de 2,23 %. Les fonds accumulés ont été comptabilisés à titre de dépôts de garantie à compter du 1^{er} juin 2020. Au 13 juin 2020, un montant d'environ 71 millions de dollars était comptabilisé dans les dépôts de garantie. La tranche restante de 179 millions de dollars sera cumulée et comptabilisée à titre de dépôts de garantie jusqu'au remboursement des billets en septembre 2020.

Fiducies de financement indépendantes Au 13 juin 2020, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 490 millions de dollars (526 millions de dollars au 15 juin 2019 et 505 millions de dollars au 28 décembre 2019) sur la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes. La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes. Au 13 juin 2020, la société avait accordé un rehaussement de crédit de 64 millions de dollars (64 millions de dollars au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019) en faveur des fiducies de financement indépendantes correspondant à au moins 10 % (au moins 10 % en 2019) du principal des prêts en cours.

La date d'échéance de la facilité de crédit engagée renouvelable liée aux fiducies de financement indépendantes est le 27 mai 2022.

5.4 Situation financière

Montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle

	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Montant ajusté du rendement des capitaux propres ²⁾ sur une base annuelle	13,3 %	13,5 %	13,7 %
Montant ajusté du rendement du capital ²⁾ sur une base annuelle	7,9 %	7,9 %	7,8 %

Le montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle au 13 juin 2020 a diminué comparativement au montant inscrit au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019, en raison essentiellement de la diminution de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail qui a découlé de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives attribuable à la hausse des charges relatives à la COVID-19 et de l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse du montant ajusté de la marge brute²⁾. La diminution est également attribuable au recul de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Services financiers.

Le montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle au 13 juin 2020 est demeuré inchangé comparativement au montant inscrit au 15 juin 2019 et a augmenté comparativement au montant inscrit au 28 décembre 2019, en raison essentiellement de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

5.5 Notation

Le tableau qui suit présente les notations actuelles de la société :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Notation	Tendance	Notation	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Billets à moyen terme	BBB	Positive	BBB	s. o.
Autres billets et débetures	BBB	Positive	BBB	s. o.
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	Pfd-3	Positive	P-3 (élevé)	s. o.

5.6 Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	13 juin 2020 (12 semaines)		15 juin 2019 (12 semaines)		13 juin 2020 (24 semaines)		15 juin 2019 (24 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire						
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	357 726 194	7 035 \$	369 092 041	7 203 \$	360 064 475	7 065 \$	371 790 967	7 177 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	59 711	3	619 566	30	479 007	27	1 316 397	63
Rachetées et annulées	—	—	(3 611 170)	(70)	(2 757 577)	(54)	(7 006 927)	(77)
Émises et en circulation à la clôture de la période	357 785 905	7 038 \$	366 100 437	7 163 \$	357 785 905	7 038 \$	366 100 437	7 163 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(874 004)	(17) \$	(576 588)	(11) \$	(1 113 302)	(21) \$	(734 727)	(15) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	—	—	(145 000)	(3)	(300 000)	(5)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR	30 535	1	21 133	1	414 833	8	479 272	10
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(843 469)	(16) \$	(555 455)	(10) \$	(843 469)	(16) \$	(555 455)	(10) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	356 942 436	7 022 \$	365 544 982	7 153 \$	356 942 436	7 022 \$	365 544 982	7 153 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	356 916 153		367 767 214		357 742 595		368 396 964	

Rapport de gestion

Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes indiquées :

	13 juin 2020 ⁱ⁾ (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars)				
Actions ordinaires	0,315 \$	0,315 \$	0,630 \$	0,610 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$	0,66250 \$	0,66250 \$

i) Les dividendes de 0,315 \$ par action ordinaire déclarés pour le deuxième trimestre de 2020 étaient à payer le 1^{er} juillet 2020. Les dividendes de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, déclarés pour le deuxième trimestre de 2020 étaient à payer le 30 juin 2020.

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Dividendes déclarés				
Actions ordinaires	109 \$	114 \$	225 \$	224 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	3	3	6	6
Total des dividendes déclarés	112 \$	117 \$	231 \$	230 \$

Après la clôture du deuxième trimestre de 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,315 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} octobre 2020 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2020, et un dividende trimestriel sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de 0,33125 \$ par action, à payer le 30 septembre 2020 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2020.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	—	3 611 170	2 757 577	7 006 927
Contrepartie en trésorerie payée ⁱ⁾	— \$	250 \$	188 \$	465 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	180	134	203
Diminution du capital social ordinaire	—	70	54	77
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	—	145 000	300 000
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	— \$	10 \$	20 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	—	7	15
Diminution du capital social ordinaire	—	—	3	5

i) Au premier trimestre de 2019, la contrepartie en trésorerie payée comprenait un montant de 185 millions de dollars payé pour des actions ordinaires relativement au régime d'achat d'actions automatique, qui est décrit plus bas.

Au premier trimestre de 2020, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé une modification à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») de la société. Cette modification permettait à la société de racheter ses actions ordinaires de George Weston Limitée (« Weston ») dans le cadre de son offre publique de rachat, conformément à un régime de cession de titres automatique convenu entre le courtier de la société, la société et Weston, afin que Weston conserve sa quote-part dans la société. Au deuxième trimestre de 2020, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat. Pour l'exercice à ce jour, 2 757 577 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat, pour une contrepartie en trésorerie totale de 188 millions de dollars, y compris une tranche de 1 355 077 actions ordinaires auprès de Weston, pour une contrepartie en trésorerie totale de 92 millions de dollars.

Au cours du premier trimestre de 2019, la société a mené à terme un régime d'achat d'actions automatique (« RAAA »), lequel avait été mis sur pied au quatrième trimestre de 2018 afin de faciliter le rachat des actions ordinaires de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Conformément au RAAA, le courtier de la société a acheté 2 927 733 actions ordinaires en contrepartie d'environ 185 millions de dollars.

Au deuxième trimestre de 2020, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la TSX ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 17 888 888 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation. Conformément aux règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours alors en vigueur. Au 13 juin 2020, la société n'avait racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur.

5.7 Arrangements hors bilan

La société a recours à des arrangements hors bilan, notamment des lettres de crédit, des garanties et des garanties sous forme de trésorerie, dans le cadre de certaines obligations. Aucun changement important n'a été apporté à ces arrangements hors bilan au deuxième trimestre de 2020. Voir la rubrique 7.7, « Arrangements hors bilan », du Rapport annuel 2019 de la société pour une analyse des principaux arrangements hors bilan de la société.

6. Instruments financiers dérivés

La société a recours à des instruments dérivés pour atténuer certains des risques financiers auxquels elle est exposée. La société a recours à des contrats à terme sur obligations pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance.

Au deuxième trimestre, la société a réglé le contrat à terme sur obligations qu'elle avait conclu au premier trimestre de 2020. Le contrat à terme sur obligations avait pour objectif de couvrir le risque de taux d'intérêt dans la courbe appropriée de rendement de titres du gouvernement du Canada qui correspondait à la durée des billets non garantis de premier rang échéant le 7 mai 2030 (les « billets échéant en 2030 ») et portant intérêt à 2,284 % par année. La société a conclu que cette couverture était efficace à la date de règlement. Par conséquent, le cumul des autres éléments du résultat global lié à ce contrat à terme sur obligations continuera d'être amorti sur la durée des billets échéant en 2030 dans les états financiers à titre de charges d'intérêts et autres charges financières, ce qui donnera lieu à un taux d'intérêt annuel effectif d'environ 3,34 %.

La société a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Pour plus de précisions sur l'incidence qu'ont eue ces instruments au cours du deuxième trimestre de 2020, voir la rubrique 10, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion.

7. Résultats par trimestre

En raison d'une pratique comptable courante dans le secteur de la vente au détail, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2019 et 2018 comptaient 52 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines. Lorsqu'un exercice compte 53 semaines, comme l'exercice 2020, le quatrième trimestre comporte 13 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés Le tableau qui suit présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres :

	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	2018 (12 semaines)	2019 (16 semaines)	2018 (16 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Produits	11 957 \$	11 133 \$	11 800 \$	10 659 \$	11 590 \$	11 218 \$	14 655 \$	14 319 \$
Montant ajusté du BAIIA²⁾	1 016	1 175	1 169	1 040	1 205	895	1 492	1 060
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	169	286	240	198	254	221	331	106
Activités poursuivies	169	286	240	198	254	228	331	(26)
Activités abandonnées	—	—	—	—	—	(7)	—	132
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	266 \$	373 \$	352 \$	290 \$	395 \$	402 \$	458 \$	562 \$
Activités poursuivies	266	373	352	290	395	388	458	466
Activités abandonnées	—	—	—	—	—	14	—	96
Bénéfice net par action ordinaire :								
De base (en dollars)	0,47 \$	0,78 \$	0,67 \$	0,54 \$	0,70 \$	0,59 \$	0,91 \$	0,28 \$
Activités poursuivies	0,47 \$	0,78 \$	0,67 \$	0,54 \$	0,70 \$	0,61 \$	0,91 \$	(0,07) \$
Activités abandonnées	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(0,02) \$	— \$	0,35 \$
Dilué (en dollars)	0,47 \$	0,77 \$	0,66 \$	0,53 \$	0,70 \$	0,59 \$	0,90 \$	0,28 \$
Activités poursuivies	0,47 \$	0,77 \$	0,66 \$	0,53 \$	0,70 \$	0,61 \$	0,90 \$	(0,07) \$
Activités abandonnées	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(0,02) \$	— \$	0,35 \$
Montant ajusté dilué du bénéfice net par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,74 \$	1,01 \$	0,97 \$	0,78 \$	1,09 \$	1,07 \$	1,25 \$	1,49 \$
Activités poursuivies	0,74 \$	1,01 \$	0,97 \$	0,78 \$	1,09 \$	1,03 \$	1,25 \$	1,24 \$
Activités abandonnées	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	0,04 \$	— \$	0,25 \$
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	10,0 %	0,6 %	9,6 %	2,0 %	1,9 %	0,8 %	0,1 %	0,9 %
(Diminution) augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	(1,1) %	4,0 %	10,7 %	2,2 %	3,9 %	1,9 %	4,1 %	2,5 %

Produits Les produits des huit derniers trimestres ont été touchés par divers facteurs, dont les suivants :

- l'incidence liée à la pandémie de COVID-19;
- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre. Les produits ont été inhabituellement plus élevés au premier et au deuxième trimestres de 2020 par rapport aux périodes correspondantes de 2019 en raison de la COVID-19;
- le calendrier des jours fériés;
- l'incidence de la conjoncture macroéconomique sur les prix dans les secteurs de l'alimentation au détail et des pharmacies au détail;
- la consolidation des franchises;
- les variations de la superficie nette de vente au détail. Au cours des huit derniers trimestres, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 0,5 million de pieds carrés pour atteindre 70,7 millions de pieds carrés.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les éléments suivants :

- l'incidence liée à la pandémie de COVID-19;
- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre. Les résultats financiers de la société pour la période de 24 semaines close le 13 juin 2020 comprennent des produits accrus, soutenus par l'augmentation de la demande pour des articles essentiels en raison de la COVID-19. En outre, les frais de vente et charges générales et administratives ont également augmenté au cours de la période de 12 semaines close le 13 juin 2020 en raison des investissements supplémentaires liés à la COVID-19 visant à protéger nos collègues et nos clients;
- le calendrier des jours fériés;
- l'incidence du plan de fermeture de magasins de la société;
- les améliorations de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation de la société;
- l'incidence d'éléments d'ajustement dont il est question à la rubrique 10, « Mesures financières non conformes aux PCGR », notamment :
 - la charge liée à Glenhuron Bank Limited;
 - le programme de carte Loblaw;
 - les charges de restructuration et autres charges connexes;
 - les pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises;
 - le profit et la perte sur la vente d'immeubles non exploités;
 - certains éléments liés à des périodes précédentes.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par la consolidation des franchises, puisque le résultat connexe inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés à des fins externes conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôle, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au deuxième trimestre de 2020 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

9. Risques d'entreprise et gestion des risques

COVID-19 La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la société sont inconnues pour le moment. Par conséquent, il n'est pas possible d'estimer de manière fiable l'impact de la COVID-19 sur les résultats financiers et les activités de la société. Nous continuons à suivre la situation de près à mesure qu'elle évolue et pourrions prendre, si nécessaire, de nouvelles mesures à la suite des directives du gouvernement et des autorités de santé publique ou dans l'intérêt supérieur de nos collègues, clients, fournisseurs et autres parties prenantes. Alors que sont actuellement levées les restrictions liées à la COVID-19 dans plusieurs provinces, la société demeure engagée à faire en sorte que ses magasins d'alimentation et ses pharmacies, dont ses établissements Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, restent ouverts et bien approvisionnés, tout en s'assurant que les mesures appropriées sont en place pour protéger la santé et la sécurité des clients et des collègues de première ligne.

Des modifications sur le plan de l'exploitation de la société découlant de la COVID-19 pourraient influencer de manière importante sur les résultats financiers de la société. Elles pourraient comprendre notamment la fermeture temporaire de certains établissements, la pénurie ou la perturbation de la main-d'œuvre à court ou à long terme, des problèmes d'approvisionnement et de distribution à court ou à long terme, une baisse à court ou à long terme des échanges commerciaux et des déplacements transfrontaliers, ainsi qu'une hausse de la volatilité du change et des risques pesant sur les systèmes informatiques, les réseaux et les services électroniques. L'incertitude économique engendrée par la pandémie pourrait avoir une incidence défavorable à court ou à long terme sur les activités et les résultats financiers de la société et de chacun de ses secteurs d'exploitation.

La propagation de la COVID-19 a provoqué un ralentissement économique et une instabilité accrue des marchés financiers. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et fiscales visant à stabiliser l'économie. Cependant, on ne peut prévoir pour le moment l'incidence de ces interventions sur les marchés obligataires et boursiers ainsi que sur l'économie en général. Bien qu'on ignore la durée et les conséquences définitives de la COVID-19 sur l'économie mondiale, les perturbations causées par la crise pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats de la société.

L'incertitude économique découlant de la pandémie pourrait affaiblir à court ou à long terme la demande pour les produits et services de la société ou les marchés obligataires et boursiers, ce qui pourrait nuire aux résultats financiers de la société. Les interventions gouvernementales visant à contenir la propagation du virus pourraient également se répercuter sur la main-d'œuvre disponible, la chaîne d'approvisionnement et le réseau de distribution de la société ou la capacité de cette dernière à s'adonner au commerce transfrontalier, ce qui pourrait nuire à ses activités ou à ses résultats financiers.

Une liste complète détaillée des risques inhérents aux activités de la société est présentée dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 28 décembre 2019 et dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2019 de la société, qui sont intégrés par renvoi au présent rapport de gestion. Le Rapport annuel 2019 ainsi que la notice annuelle 2019 de la société peuvent être consultés à l'adresse sedar.com.

10. Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail; le montant ajusté du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « montant ajusté du BAIIA »); le montant ajusté de la marge du BAIIA; le montant ajusté du résultat d'exploitation; le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières; le montant ajusté de l'impôt sur le résultat; le montant ajusté du taux d'impôt effectif; le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires; le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire; les flux de trésorerie disponibles; le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle; et le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance et sa situation financières, pour les raisons indiquées ci-dessous.

La direction a recours à ces mesures et à d'autres mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents.

Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

Marge brute du secteur Vente au détail, montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté de la marge brute par secteur avec la marge brute par secteur, laquelle fait l'objet d'un rapprochement avec les produits et le coût des marchandises vendues qui sont présentés dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère la marge brute du secteur Vente au détail et le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail comme des mesures utiles l'aidant à évaluer la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail et à prendre des décisions à l'égard de ses activités courantes.

Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail correspond au montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail divisé par les produits du secteur Vente au détail.

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens)	2020 (12 semaines)				2019 (12 semaines)			
	Vente au détail	Services financiers	Éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers	Éliminations	Total
Produits	11 768 \$	233 \$	(44) \$	11 957 \$	10 906 \$	284 \$	(57) \$	11 133 \$
Coût des marchandises vendues	8 284	22	—	8 306	7 643	39	—	7 682
Marge brute	3 484 \$	211 \$	(44) \$	3 651 \$	3 263 \$	245 \$	(57) \$	3 451 \$
Montant ajusté de la marge brute	3 484 \$	211 \$	(44) \$	3 651 \$	3 263 \$	245 \$	(57) \$	3 451 \$

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens)	2020 (24 semaines)				2019 (24 semaines)			
	Vente au détail	Services financiers	Éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers	Éliminations	Total
Produits	23 352 \$	499 \$	(94) \$	23 757 \$	21 358 \$	550 \$	(116) \$	21 792 \$
Coût des marchandises vendues	16 418	47	—	16 465	14 998	70	—	15 068
Marge brute	6 934 \$	452 \$	(94) \$	7 292 \$	6 360 \$	480 \$	(116) \$	6 724 \$
Montant ajusté de la marge brute	6 934 \$	452 \$	(94) \$	7 292 \$	6 360 \$	480 \$	(116) \$	6 724 \$

Montant ajusté du résultat d'exploitation, montant ajusté du BAIIA et montant ajusté de la marge du BAIIA Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté du BAIIA avec le résultat d'exploitation, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société qui est présenté dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté du BAIIA comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance de ses activités courantes et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

Le montant ajusté de la marge du BAIIA correspond au montant ajusté du BAIIA, divisé par les produits.

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens)	2020 (12 semaines)			2019 (12 semaines)		
	Vente au détail	Services financiers	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société			172 \$			289 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :						
Participations ne donnant pas le contrôle			(10)			17
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières			176			175
Impôt sur le résultat			66			107
Résultat d'exploitation	370 \$	34 \$	404 \$	546 \$	42 \$	588 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :						
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	118 \$	— \$	118 \$	116 \$	— \$	116 \$
Charges de restructuration et autres charges connexes	17	—	17	16	—	16
Perte sur la vente d'immeubles non exploités	—	—	—	2	—	2
Certains éléments liés à des périodes précédentes	—	—	—	(15)	—	(15)
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	(3)	—	(3)	4	—	4
Éléments d'ajustement	132 \$	— \$	132 \$	123 \$	— \$	123 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	502 \$	34 \$	536 \$	669 \$	42 \$	711 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	593	5	598	575	5	580
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(118)	—	(118)	(116)	—	(116)
Montant ajusté du BAIIA	977 \$	39 \$	1 016 \$	1 128 \$	47 \$	1 175 \$

	2020 (24 semaines)			2019 (24 semaines)		
	Vente au détail	Services financiers	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers	Chiffres consolidés
Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens)						
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société			415 \$			490 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :						
Participations ne donnant pas le contrôle			23			22
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières			348			348
Impôt sur le résultat			159			179
Résultat d'exploitation	908 \$	37 \$	945 \$	947 \$	92 \$	1 039 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :						
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/ Pharmaprix	237 \$	— \$	237 \$	235 \$	— \$	235 \$
Charges de restructuration et autres charges connexes	36	—	36	28	—	28
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	12	—	12	2	—	2
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	—	—	—	10	—	10
Ajustement de la juste valeur des immeubles de placement	—	—	—	(3)	—	(3)
Profit sur la vente d'immeubles non exploités	—	—	—	(6)	—	(6)
Certains éléments liés à des périodes précédentes	—	—	—	(15)	—	(15)
Éléments d'ajustement	285 \$	— \$	285 \$	251 \$	— \$	251 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	1 193 \$	37 \$	1 230 \$	1 198 \$	92 \$	1 290 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 182	10	1 192	1 150	10	1 160
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(237)	—	(237)	(235)	—	(235)
Montant ajusté du BAIIA	2 138 \$	47 \$	2 185 \$	2 113 \$	102 \$	2 215 \$

Outre les éléments dont il est question plus haut à la section portant sur le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail, le montant ajusté du BAIIA a été touché par les éléments suivants :

Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix

L'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix en 2014 comprenait des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée d'environ 6 050 millions de dollars, qui sont amorties sur leur durée d'utilité estimée. L'amortissement annuel lié aux immobilisations incorporelles acquises s'établira à environ 500 millions de dollars jusqu'en 2024 et diminuera par la suite.

Charges de restructuration et autres charges connexes La société évalue régulièrement ses initiatives de réduction des coûts ainsi que ses initiatives stratégiques liées à l'infrastructure de ses magasins, à ses réseaux de distribution et à son infrastructure administrative dans le but de s'assurer de maintenir une structure d'exploitation à faibles coûts. Des activités de restructuration liées à ces initiatives sont en cours.

Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change La société est exposée aux fluctuations des prix des marchandises et du cours de change du dollar américain. Conformément à sa politique de gestion du risque marchandises, la société a recours à des contrats à terme normalisés et à des contrats à terme de gré à gré négociés en Bourse pour atténuer la volatilité des prix du carburant et du cours de change du dollar américain. Ces instruments dérivés ne sont pas acquis à des fins de transaction ou de spéculation. Conformément aux méthodes comptables que la société utilise à l'égard de ses instruments dérivés, la variation de la juste valeur de ces instruments, qui comprend les profits et les pertes réalisés et latents, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. La comptabilisation de ces dérivés sur marchandises et de ces dérivés de change a une incidence sur les résultats présentés par la société; cependant, leur effet économique permet de réduire considérablement les risques connexes découlant des fluctuations des prix des marchandises et du cours de change et des engagements liés au dollar américain.

Achats de rentes et rachats de régimes de retraite La société a procédé à des achats de rentes et rachats de régimes de retraite ayant trait à d'anciens employés afin de réduire l'obligation de la société au titre des régimes à prestations définies et d'atténuer les risques et la volatilité liés aux régimes de retraite.

Profit/perte sur la vente d'immeubles non exploités Au deuxième trimestre de 2019, la société a cédé des terrains vacants à une tierce partie et a comptabilisé une perte de 2 millions de dollars liée à la vente.

Ajustement de la juste valeur des immeubles de placement La société évalue les immeubles de placement selon la juste valeur. Selon le modèle de la juste valeur, les immeubles de placement sont initialement comptabilisés au coût et ultérieurement évalués à la juste valeur. La juste valeur est déterminée d'après des données disponibles sur le marché. Si aucune donnée ne peut être obtenue facilement sur des marchés moins actifs, la société recourt à d'autres méthodes d'évaluation telles que des projections des flux de trésorerie actualisés ou des prix de transactions récentes. Les profits et les pertes liés à la juste valeur sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation de la période au cours de laquelle ils surviennent. Les profits et les pertes découlant de la cession d'immeubles de placement sont déterminés en comparant la juste valeur du produit tiré de la cession avec la valeur comptable et ils sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation.

Certains éléments liés à des périodes précédentes Au deuxième trimestre de 2019, la société a révisé son estimation du montant à payer à l'égard de la question d'ordre réglementaire liée à des périodes précédentes.

Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et des charges d'intérêts nettes et autres charges financières qui sont présentées dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance financière sous-jacente et pour la prise de décisions concernant ses activités de nature financière.

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens)	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	2020 (24 semaines)	2019 (24 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	176 \$	175 \$	348 \$	348 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières	176 \$	175 \$	348 \$	348 \$

Montant ajusté de l'impôt sur le résultat et montant ajusté du taux d'impôt effectif Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté de l'impôt sur le résultat avec l'impôt sur le résultat qui est présenté dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté de l'impôt sur le résultat comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Le montant ajusté du taux d'impôt effectif correspond au montant ajusté de l'impôt sur le résultat, divisé par la somme du montant ajusté du résultat d'exploitation diminué du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	2020 (24 semaines)	2019 (24 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ⁱ⁾	536 \$	711 \$	1 230 \$	1 290 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	176	175	348	348
Montant ajusté du bénéfice avant impôt	360 \$	536 \$	882 \$	942 \$
Impôt sur le résultat	66 \$	107 \$	159 \$	179 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt ⁱⁱ⁾	35	32	76	68
Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi	—	4	—	4
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat	101 \$	143 \$	235 \$	251 \$
Taux d'impôt effectif	28,9 %	25,9 %	26,6 %	25,9 %
Montant ajusté du taux d'impôt effectif	28,1 %	26,7 %	26,6 %	26,6 %

- i) Voir le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières présenté dans les tableaux ci-dessus.
- ii) Voir le tableau portant sur le montant ajusté du résultat d'exploitation, le montant ajusté du BAIIA et le montant ajusté de la marge du BAIIA, ainsi que le tableau présentant le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ci-dessus pour obtenir une liste exhaustive des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt.

Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi Les actifs et les passifs d'impôt différé de la société reflètent l'incidence des modifications des taux d'impôt provinciaux des sociétés prévus par la loi, ce qui donne lieu à l'imposition d'une charge ou à un avantage inscrits dans les résultats. La société applique toute modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi dans la période au cours de laquelle elle est quasi adoptée par l'instance législative.

Au deuxième trimestre de 2019, le gouvernement de l'Alberta a annoncé et quasi adopté une diminution progressive du taux d'impôt provincial des sociétés prévu par la loi, qui passera de 12 % à 8 % d'ici 2022. La société a comptabilisé un bénéfice de 4 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2019 lié à la réévaluation de ses soldes d'impôt différé.

Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire comme des mesures utiles pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)	2020 (24 semaines)	2019 (24 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	172 \$	289 \$	415 \$	490 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)	(6)	(6)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	169 \$	286 \$	409 \$	484 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	172 \$	289 \$	415 \$	490 \$
Éléments d'ajustement (se reporter au tableau suivant)	97	87	209	179
Montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	269 \$	376 \$	624 \$	669 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)	(6)	(6)
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	266 \$	373 \$	618 \$	663 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	359,5	370,4	360,3	371,1

Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire avec le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire pour les périodes closes aux dates indiquées :

	2020 (12 semaines)		2019 (12 semaines)		2020 (24 semaines)		2019 (24 semaines)	
	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire
Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens/en dollars canadiens)								
Montant présenté	169 \$	0,47 \$	286 \$	0,77 \$	409 \$	1,14 \$	484 \$	1,30 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :								
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	87 \$	0,25 \$	85 \$	0,23 \$	174 \$	0,49 \$	171 \$	0,46 \$
Charges de restructuration et autres charges connexes	12	0,03	12	0,03	26	0,07	21	0,06
Profit sur la vente d'immeubles non exploités	—	—	2	0,01	—	—	(5)	(0,01)
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	—	—	—	—	—	—	7	0,02
Ajustement de la juste valeur des immeubles de placement	—	—	—	—	—	—	(2)	(0,01)
Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi	—	—	(4)	(0,01)	—	—	(4)	(0,01)
Certains éléments liés à des périodes précédentes	—	—	(11)	(0,03)	—	—	(11)	(0,03)
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	(2)	(0,01)	3	0,01	9	0,02	2	0,01
Éléments d'ajustement	97 \$	0,27 \$	87 \$	0,24 \$	209 \$	0,58 \$	179 \$	0,49 \$
Montant ajusté	266 \$	0,74 \$	373 \$	1,01 \$	618 \$	1,72 \$	663 \$	1,79 \$

Flux de trésorerie disponibles Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les entrées nettes liées aux activités d'exploitation qui sont présentées dans les tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie pour les périodes closes aux dates indiquées. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie qu'elle peut affecter à des activités de financement et d'investissement supplémentaires.

	2020 (12 semaines)		2019 (12 semaines)		2020 (24 semaines)		2019 (24 semaines)	
	Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens)							
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	935 \$		951 \$		2 748 \$		1 911 \$	
Moins :								
Dépenses d'investissement	199		209		410		383	
Intérêts payés	71		73		159		171	
Paiements au titre de la location, montant net	331		336		659		605	
Flux de trésorerie disponibles	334 \$		333 \$		1 520 \$		752 \$	

Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle, montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle La société utilise les mesures qui suivent pour évaluer son levier financier et sa rentabilité. Les définitions de ces ratios sont présentées ci-dessous.

- **Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle** Total de la dette du secteur Vente au détail divisé par le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail pour les quatre derniers trimestres.
- **Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle** Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux porteurs d'actions ordinaires de la société.
- **Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle** Montant ajusté du résultat d'exploitation après impôt pour les quatre derniers trimestres divisé par le capital moyen, le capital s'entendant du total de la dette majoré des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme.

11. Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elles peuvent être consultées en ligne à l'adresse sedar.com et auprès du BSIF, organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 22 juillet 2020
Toronto, Canada

Notes de fin de document du rapport de gestion

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2019 de la société, à la page 154.
 - 2) Voir la rubrique 10, « Mesures financières non conformes aux PCGR », qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
 - 3) À lire en parallèle avec la rubrique 1, « Énoncés prospectifs ».
 - 4) Certains chiffres ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.
-

Résultats financiers

États consolidés résumés des résultats	38
États consolidés résumés du résultat global	39
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	40
Bilans consolidés résumés	42
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	43
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	44
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	44
Note 2. Principales méthodes comptables	44
Note 3. Acquisitions d'entreprises	45
Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	45
Note 5. Impôt sur le résultat	46
Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	46
Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	46
Note 8. Créances sur cartes de crédit	47
Note 9. Stocks	48
Note 10. Actifs détenus en vue de la vente	48
Note 11. Autres actifs	48
Note 12. Dette à long terme	48
Note 13. Autres passifs	50
Note 14. Capital social	50
Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	52
Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	54
Note 17. Instruments financiers	55
Note 18. Passifs éventuels	58
Note 19. Transactions entre parties liées	59
Note 20. Informations sectorielles	60
Sommaire financier	63

États consolidés résumés des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Produits	11 957 \$	11 133 \$	23 757 \$	21 792 \$
Coût des marchandises vendues	8 306	7 682	16 465	15 069
Frais de vente et charges générales et administratives	3 247	2 863	6 347	5 684
Résultat d'exploitation	404 \$	588 \$	945 \$	1 039 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	176	175	348	348
Bénéfice avant impôt sur le résultat	228 \$	413 \$	597 \$	691 \$
Impôt sur le résultat (note 5)	66	107	159	179
Bénéfice net	162 \$	306 \$	438 \$	512 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société	172 \$	289 \$	415 \$	490 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(10)	17	23	22
Bénéfice net	162 \$	306 \$	438 \$	512 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)				
De base	0,47 \$	0,78 \$	1,14 \$	1,31 \$
Dilué	0,47 \$	0,77 \$	1,14 \$	1,30 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 6)				
De base	356,9	367,8	357,7	368,4
Dilué	359,5	370,4	360,3	371,1

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Bénéfice net	162 \$	306 \$	438 \$	512 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments reclassés en résultat net ou qui pourraient l'être ultérieurement :				
Profits (pertes) de change	3 \$	— \$	1 \$	— \$
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie (note 17)	(20)	(1)	(41)	(6)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :				
Gains actuariels nets (pertes actuarielles nettes) au titre des régimes à prestations définies (note 16)	(43)	14	(10)	(57)
Autres éléments du résultat global	(60) \$	13 \$	(50) \$	(63) \$
Résultat global total	102 \$	319 \$	388 \$	449 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société	112 \$	302 \$	365 \$	427 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(10)	17	23	22
Résultat global total	102 \$	319 \$	388 \$	449 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Capital social privilégié	Capital social total	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Écart de conversion	Couvertures de flux de trésorerie	Ajustement de la juste valeur au transfert d'immeubles de placement	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 décembre 2019	7 044 \$	221 \$	7 265 \$	3 822 \$	100 \$	37 \$	(6) \$	16 \$	47 \$	87 \$	11 321 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	— \$	415 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	23 \$	438 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(10)	—	1	(41)	—	(40)	—	(50)
Résultat global total	— \$	— \$	— \$	405 \$	— \$	1 \$	(41) \$	— \$	(40) \$	23 \$	388 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	(54)	—	(54)	(134)	—	—	—	—	—	—	(188)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	27	—	27	—	(8)	—	—	—	—	—	19
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	(3)	—	(3)	(7)	—	—	—	—	—	—	(10)
Actions détenues en fiducie et libérées (note 15)	8	—	8	16	—	—	—	—	—	—	24
Dividendes déclarés par action ordinaire – 0,630 \$ (note 14)	—	—	—	(225)	—	—	—	—	—	—	(225)
Dividendes déclarés par action privilégiée – 0,66250 \$ (note 14)	—	—	—	(6)	—	—	—	—	—	—	(6)
Distribution aux participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(24)	(24)
	(22) \$	— \$	(22) \$	49 \$	(8) \$	1 \$	(41) \$	— \$	(40) \$	(1) \$	(22) \$
Solde au 13 juin 2020	7 022 \$	221 \$	7 243 \$	3 871 \$	92 \$	38 \$	(47) \$	16 \$	7 \$	86 \$	11 299 \$

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Capital social privilégié	Capital social total	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Écart de conversion	Couvertures de flux de trésorerie	Ajustement de la juste valeur au transfert d'immeubles de placement	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 29 décembre 2018	7 162 \$	221 \$	7 383 \$	4 580 \$	107 \$	34 \$	(1) \$	16 \$	49 \$	59 \$	12 178 \$
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16	—	—	—	(798)	—	—	—	—	—	—	(798)
Solde retraité au 30 décembre 2018	7 162 \$	221 \$	7 383 \$	3 782 \$	107 \$	34 \$	(1) \$	16 \$	49 \$	59 \$	11 380 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	— \$	490 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	22 \$	512 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(57)	—	—	(6)	—	(6)	—	(63)
Résultat global total	— \$	— \$	— \$	433 \$	— \$	— \$	(6) \$	— \$	(6) \$	22 \$	449 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	(77)	—	(77)	(203)	—	—	—	—	—	—	(280)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	63	—	63	—	(17)	—	—	—	—	—	46
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	(5)	—	(5)	(15)	—	—	—	—	—	—	(20)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	10	—	10	18	—	—	—	—	—	—	28
Dividendes déclarés par action ordinaire – 0,610 \$ (note 14)	—	—	—	(224)	—	—	—	—	—	—	(224)
Dividendes déclarés par action privilégiée – 0,66250 \$ (note 14)	—	—	—	(6)	—	—	—	—	—	—	(6)
Distribution aux participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(20)	(20)
	(9) \$	— \$	(9) \$	3 \$	(17) \$	— \$	(6) \$	— \$	(6) \$	2 \$	(27) \$
Solde au 15 juin 2019	7 153 \$	221 \$	7 374 \$	3 785 \$	90 \$	34 \$	(7) \$	16 \$	43 \$	61 \$	11 353 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019 ⁱ⁾	Au 28 décembre 2019
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	2 197 \$	1 151 \$	1 133 \$
Placements à court terme (note 7)	361	39	57
Dépôts de garantie (note 7)	71	—	—
Créances	1 044	1 054	1 184
Créances sur cartes de crédit (note 8)	2 834	3 243	3 624
Stocks (note 9)	4 689	4 593	5 076
Charges payées d'avance et autres actifs	276	133	131
Actifs détenus en vue de la vente (note 10)	109	91	105
Total des actifs courants	11 581 \$	10 304 \$	11 310 \$
Immobilisations corporelles	5 360	5 359	5 490
Actifs au titre de droits d'utilisation	7 311	7 395	7 362
Immeubles de placement	153	178	172
Immobilisations incorporelles	7 117	7 524	7 322
Goodwill	3 948	3 944	3 946
Actifs d'impôt différé	157	186	169
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés (note 17)	—	49	19
Autres actifs (note 11)	504	541	519
Total des actifs	36 131 \$	35 480 \$	36 309 \$
Passifs			
Passifs courants			
Dette bancaire	133 \$	89 \$	18 \$
Fournisseurs et autres passifs	4 894	4 613	5 321
Passif au titre de la fidélisation	215	232	191
Provisions	121	127	119
Impôt sur le résultat à payer	75	57	27
Dette à court terme (note 8)	525	790	725
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 12)	1 240	324	1 127
Tranche à moins d'un an des obligations locatives	1 324	1 239	1 419
Participation des pharmaciens propriétaires	282	247	280
Total des passifs courants	8 809 \$	7 718 \$	9 227 \$
Provisions	109	106	102
Dette à long terme (note 12)	6 343	6 449	5 971
Obligations locatives	7 685	7 749	7 691
Passifs d'impôt différé	1 435	1 623	1 539
Autres passifs (note 13)	451	482	458
Total des passifs	24 832 \$	24 127 \$	24 988 \$
Capitaux propres			
Capital social (note 14)	7 243 \$	7 374 \$	7 265 \$
Résultats non distribués	3 871	3 785	3 822
Surplus d'apport (note 15)	92	90	100
Cumul des autres éléments du résultat global	7	43	47
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	11 213 \$	11 292 \$	11 234 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	86	61	87
Total des capitaux propres	11 299 \$	11 353 \$	11 321 \$
Total des passifs et des capitaux propres	36 131 \$	35 480 \$	36 309 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Passifs éventuels (note 18).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 ⁱ⁾ (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	162 \$	306 \$	438 \$	512 \$
Ajouter (déduire) :				
Impôt sur le résultat (note 5)	66	107	159	179
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	176	175	348	348
Ajustement de la juste valeur des immeubles de placement	—	—	—	(3)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	598	580	1 192	1 160
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	8	1	14	3
Variation des provisions	6	(25)	9	(30)
	1 016 \$	1 144 \$	2 160 \$	2 169 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(417)	105	(46)	(46)
Variation des créances sur cartes de crédit (note 8)	414	(192)	790	66
Impôt sur le résultat payé	(108)	(112)	(192)	(297)
Intérêts perçus	—	3	3	6
Intérêts perçus relativement aux contrats de location-financement	1	1	2	2
Autres	29	2	31	11
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	935 \$	951 \$	2 748 \$	1 911 \$
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(94) \$	(133) \$	(196) \$	(221) \$
Entrées d'immobilisations incorporelles	(75)	(76)	(164)	(162)
Trésorerie reprise à la consolidation initiale des franchises (note 3)	—	2	14	9
Variation des placements à court terme (note 7)	(297)	34	(304)	55
Variation des dépôts de garantie	(71)	—	(71)	800
Produit de la sortie d'actifs	43	—	44	59
Paiements au titre de la location reçus relativement aux contrats de location-financement	—	1	3	4
Autres	(63)	(34)	(96)	(72)
(Sorties) entrées nettes liées aux activités d'investissement	(557) \$	(206) \$	(770) \$	472 \$
Activités de financement				
Variation de la dette bancaire	50 \$	(41) \$	115 \$	33 \$
Variation de la dette à court terme (note 8)	25	175	(200)	(125)
Dette à long terme (note 12)				
Émise	595	171	971	174
Remboursée	(488)	(71)	(495)	(900)
Intérêts payés	(71)	(73)	(159)	(171)
Loyers payés en trésorerie en vertu des obligations locatives – intérêts	(88)	(90)	(174)	(180)
Loyers payés en trésorerie en vertu des obligations locatives – principal	(244)	(248)	(490)	(431)
Dividendes versés sur les actions ordinaires et les actions privilégiées	(115)	(112)	(231)	(225)
Capital social ordinaire				
Émis (note 15)	3	26	24	55
Racheté et détenu en fiducie (note 14)	—	—	(10)	(20)
Racheté et annulé (note 14)	—	(250)	(188)	(465)
Autres	(36)	(10)	(74)	(43)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(369) \$	(523) \$	(911) \$	(2 298) \$
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4 \$	— \$	(3) \$	1 \$
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13 \$	222 \$	1 064 \$	86 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	2 184	929	1 133	1 065
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	2 197 \$	1 151 \$	2 197 \$	1 151 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude. Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 13 juin 2020 et le 15 juin 2019 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw Limitée, société ouverte canadienne constituée en 1956, est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie et le plus important détaillant au pays. Les Compagnies Loblaw Limitée offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services financiers ainsi que des produits et services de téléphonie mobile. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

L'actionnaire détenant le contrôle de la société est George Weston Limitée (« Weston »), qui détient environ 52,1 % des actions ordinaires en circulation de la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited (« Wittington »). Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte deux secteurs d'exploitation à présenter : le secteur Vente au détail et le secteur Services financiers (voir la note 20).

Pendant les périodes intermédiaires, les activités de la société sont touchées par leur caractère saisonnier et le calendrier des jours fériés. Par conséquent, la performance trimestrielle n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle. La société a toujours dégagé davantage de produits au quatrième trimestre qu'aux trimestres précédents de son exercice.

La pandémie de COVID-19 a continué d'avoir des répercussions importantes sur la société. Les résultats financiers de la société pour la période de 24 semaines close le 13 juin 2020 reflètent des produits accrus en raison de la hausse de la demande pour des articles essentiels ainsi qu'une augmentation du coût des marchandises vendues. En outre, les frais de vente et charges générales et administratives ont également augmenté au cours de la période de 12 semaines close le 13 juin 2020 en raison des investissements supplémentaires liés à la COVID-19 visant à protéger nos collègues et nos clients.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables ainsi que les estimations et jugements critiques décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la société ont été appliqués de manière uniforme lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens.

Déclaration de conformité Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 22 juillet 2020.

Note 3. Acquisitions d'entreprises

Consolidation des franchises La société comptabilise la consolidation des franchises existantes comme des acquisitions d'entreprises et consolide ses franchises à compter de la date à laquelle le franchisé conclut un contrat de franchise simplifié avec la société. Les actifs acquis et les passifs repris par suite de la consolidation sont évalués à la date d'acquisition au moyen des justes valeurs qui se rapprochent des valeurs comptables des franchises à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation des franchises acquises sont inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter de la date d'acquisition.

Le réseau de la société compte plus de 500 magasins franchisés d'alimentation au détail. À la clôture du premier trimestre de 2020, la société a consolidé tous ses franchisés restants à des fins comptables aux termes d'un contrat de franchise simplifié qui est entré en vigueur en 2015.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants comptabilisés au titre des actifs acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Actif net acquis :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	2 \$	14 \$	9 \$
Stocks	—	11	42	24
Immobilisations corporelles	—	15	44	27
Fournisseurs et autres passifs ⁱ⁾	—	(13)	(54)	(24)
Autres passifs ⁱ⁾	—	(15)	(30)	(30)
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(16)	(6)
Total de l'actif net acquis	— \$	— \$	— \$	— \$

i) À la consolidation, les fournisseurs et autres passifs et les autres passifs sont éliminés des créances, des créances liées à des prêts consentis à des franchisés et des placements dans des franchises qui sont détenus par la société.

Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Les composantes des charges d'intérêts nettes et autres charges financières se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières				
Obligations locatives	88 \$	90 \$	174 \$	180 \$
Dettes à long terme	77	69	147	141
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	8	10	20	17
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme (note 16)	1	1	3	3
Fiducies de financement indépendantes	3	4	8	9
Dettes bancaires	—	3	1	4
	177 \$	177 \$	353 \$	354 \$
Produits d'intérêts				
Produits de désactualisation	(1) \$	(1) \$	(2) \$	(2) \$
Produits d'intérêts à court terme	—	(1)	(3)	(4)
	(1) \$	(2) \$	(5) \$	(6) \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	176 \$	175 \$	348 \$	348 \$

Note 5. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au deuxième trimestre de 2020 s'est établie à 66 millions de dollars (107 millions de dollars en 2019) et le taux d'impôt effectif, à 28,9 % (25,9 % en 2019). La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée pour l'exercice à ce jour s'est établie à 159 millions de dollars (179 millions de dollars en 2019) et le taux d'impôt effectif, à 26,6 % (25,9 % en 2019).

L'augmentation du taux d'impôt effectif enregistrée au deuxième trimestre de 2020 est surtout attribuable à la baisse des bénéfices des franchisés au cours du trimestre, qui ont été imposés au taux d'imposition moins élevé des petites entreprises. L'augmentation du taux d'impôt effectif depuis le début de l'exercice découle essentiellement de la réévaluation de certains soldes d'impôt différé attribuable à la baisse de taux en Alberta qui a été annoncée et quasi adoptée au deuxième trimestre de 2019.

Au deuxième trimestre, le 23 avril 2020, la Cour d'appel fédérale a rendu sa décision concernant l'affaire Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron ») en faveur de la société, infirmant la décision de la Cour de l'impôt du Canada (la « Cour de l'impôt »). Après la clôture du deuxième trimestre, le 19 juin 2020, la Couronne a déposé une demande d'autorisation d'appel devant la Cour suprême du Canada. La société n'a annulé aucune partie de la charge précédemment comptabilisée (voir la note 18).

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	172 \$	289 \$	415 \$	490 \$
Dividendes sur les actions privilégiées dans les capitaux propres (note 14)	(3)	(3)	(6)	(6)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	169 \$	286 \$	409 \$	484 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 14)	356,9	367,8	357,7	368,4
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (en millions)	1,6	1,9	1,6	2,0
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	1,0	0,7	1,0	0,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	359,5	370,4	360,3	371,1
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,78 \$	1,14 \$	1,31 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,77 \$	1,14 \$	1,30 \$

Au deuxième trimestre de 2020 et pour l'exercice à ce jour, 3 253 615 instruments potentiellement dilutifs (1 536 394 en 2019) ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie se présentent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Trésorerie	612 \$	507 \$	549 \$
Équivalents de trésorerie			
Bons du Trésor	715	289	161
Acceptations bancaires	869	270	348
Papier commercial de sociétés	1	85	75
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 197 \$	1 151 \$	1 133 \$

Placements à court terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Bons du Trésor	338 \$	30 \$	44 \$
Acceptations bancaires	23	7	10
Papier commercial de sociétés	—	2	3
Total des placements à court terme	361 \$	39 \$	57 \$

Dépôts de garantie Un processus de cumul aux fins du remboursement a été déclenché au deuxième trimestre de 2020 en raison de l'arrivée à échéance le 17 septembre 2020 des billets à terme de premier rang et subordonnés de série de *Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}* (« *Eagle* ») de 250 millions de dollars portant intérêt au taux moyen pondéré de 2,23 %. Les fonds accumulés ont été comptabilisés à titre de dépôts de garantie à compter du 1^{er} juin 2020. Au 13 juin 2020, un montant d'environ 71 millions de dollars était comptabilisé dans les dépôts de garantie. La tranche restante de 179 millions de dollars sera cumulée et comptabilisée à titre de dépôts de garantie jusqu'au remboursement des billets en septembre 2020.

Note 8. Créances sur cartes de crédit

Les composantes des créances sur cartes de crédit se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019 ⁱ⁾	Au 28 décembre 2019
Créances sur cartes de crédit, montant brut	3 084 \$	3 418 \$	3 820 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(250)	(175)	(196)
Créances sur cartes de crédit	2 834 \$	3 243 \$	3 624 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}</i> (note 12)	1 000 \$	750 \$	1 000 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	525	790	725
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 525 \$	1 540 \$	1 725 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille une participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Eagle* et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme (voir la note 12). Les passifs connexes liés aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme.

Pour l'exercice 2020 à ce jour, la Banque PC a comptabilisé une diminution nette de 200 millions de dollars de la participation en copropriété dans les créances titrisées qu'elle détient auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes en raison de la baisse du volume des créances sur cartes de crédit.

Le total du passif brut éventuel lié aux lettres de crédit émises en faveur des autres fiducies de titrisation indépendantes s'établissait à 47 millions de dollars au 13 juin 2020 (71 millions de dollars au 15 juin 2019 et à 70 millions de dollars au 28 décembre 2019), ce qui représente 9 % (9 % au 15 juin 2019 et 10 % au 28 décembre 2019) des créances sur cartes de crédit titrisées.

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 13 juin 2020 et s'y est conformée tout au long du premier semestre de 2020.

Note 9. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 13 juin 2020, la société a inscrit une provision de 35 millions de dollars (31 millions de dollars au 15 juin 2019 et 33 millions de dollars au 28 décembre 2019) liée à la dépréciation des stocks sous leur coût afin de parvenir à leur valeur nette de réalisation. Cette réduction de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dépréciés aux premiers semestres de 2020 et de 2019.

Note 10. Actifs détenus en vue de la vente

La société classe certains actifs, principalement des terrains et des bâtiments qu'elle a l'intention de céder au cours des 12 prochains mois, à titre d'actifs détenus en vue de la vente. Ces actifs étaient utilisés précédemment dans le secteur Vente au détail de la société. Au deuxième trimestre de 2020, la société a comptabilisé un profit négligeable (perte de 2 millions de dollars en 2019) à la suite de la vente de ces actifs. Pour l'exercice à ce jour, la société a comptabilisé une perte négligeable (profit net de 6 millions de dollars en 2019) à la suite de la vente de ces actifs. Au premier semestre de 2020, aucune perte de valeur (aucune en 2019) n'a été comptabilisée à l'égard de ces actifs.

Note 11. Autres actifs

Les composantes des autres actifs se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Placements divers et autres créances	31 \$	59 \$	22 \$
Actif au titre des prestations constituées	196	189	229
Créance liée aux contrats de location-financement	102	122	114
Autres	175	171	154
Total des autres actifs	504 \$	541 \$	519 \$

Note 12. Dette à long terme

Les composantes de la dette à long terme se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Débetures	4 655 \$	4 286 \$	4 296 \$
Certificats de placement garanti	1 452	1 225	1 311
Fiducies de titrisation indépendantes (note 8)	1 000	750	1 000
Fiducies de financement indépendantes	490	526	505
Coûts de transaction et autres	(14)	(14)	(14)
Total de la dette à long terme	7 583 \$	6 773 \$	7 098 \$
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	1 240	324	1 127
Dette à long terme	6 343 \$	6 449 \$	5 971 \$

La société est tenue de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société respectait ces clauses restrictives au 13 juin 2020 et les a respectées tout au long du premier semestre de 2020.

Débetures Au deuxième trimestre de 2020, la société a émis des billets non garantis de premier rang portant intérêt à 2,284 % par année d'un montant en principal global de 350 millions de dollars, dont l'échéance est le 7 mai 2030. Après la clôture du trimestre, la société a utilisé le produit net de l'émission pour financer le remboursement de ses billets à moyen terme à 5,22 % de série 2-B d'un montant en principal global de 350 millions de dollars le 18 juin 2020.

Aucune débeture n'a été émise ou remboursée au cours du deuxième trimestre de 2019.

Certificats de placement garanti Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées à l'émission de certificats de placement garanti (les « CPG ») de la Banque PC, si l'on ne tient pas compte des commissions, pour les exercices 2020 et 2019 :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Solde à l'ouverture de la période	1 324 \$	1 121 \$	1 311 \$	1 141 \$
CPG émis	266	181	286	184
CPG arrivés à échéance	(138)	(77)	(145)	(100)
Solde à la clôture de la période	1 452 \$	1 225 \$	1 452 \$	1 225 \$

Fiducies de financement indépendantes La société accorde un rehaussement de crédit de 64 millions de dollars (64 millions de dollars au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019) sous forme d'une lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes, correspondant à au moins 10 % (au moins 10 % au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019) du principal des prêts en cours.

La date d'échéance de la facilité de crédit engagée renouvelable liée aux fiducies de financement indépendantes est le 27 mai 2022.

Facilité de crédit engagée La société a une facilité de crédit engagée de 1,0 milliard de dollars venant à échéance le 10 juin 2021. Cette facilité de crédit engagée comporte certaines clauses restrictives de nature financière. Au cours du deuxième trimestre de 2020, la société a remboursé le montant de 350 millions de dollars qui avait été prélevé sur cette facilité au premier trimestre de 2020. Au 13 juin 2020, au 15 juin 2019 et au 28 décembre 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité.

Tranche à moins d'un an de la dette à long terme Le tableau qui suit présente un résumé de la tranche à moins d'un an de la dette à long terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Billets de Les Compagnies Loblaw Limitée	350 \$	— \$	350 \$
Certificats de placement garanti	640	324	527
Fiducies de titrisation indépendantes	250	—	250
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	1 240 \$	324 \$	1 127 \$

Rapprochement de la dette à long terme Le tableau qui suit présente le rapprochement des variations des entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement de la dette à long terme :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Dette à long terme à l'ouverture de la période	7 466 \$	6 663 \$	7 098 \$	8 026 \$
Reclassement des obligations découlant de contrats de location-financement attribuable à l'IFRS 16	—	—	—	(535)
Dette à long terme, compte tenu du reclassement, à l'ouverture de la période	7 466 \$	6 663 \$	7 098 \$	7 491 \$
Émissions de titres de créance à long terme ⁱ⁾	595 \$	171 \$	971 \$	174 \$
Remboursements sur la dette à long terme	(488)	(71)	(495)	(900)
Total des entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement de la dette à long terme	107 \$	100 \$	476 \$	(726) \$
Autres variations hors trésorerie	10 \$	10 \$	9 \$	8 \$
Dette à long terme à la clôture de la période	7 583 \$	6 773 \$	7 583 \$	6 773 \$

i) Inclut les variations nettes liées aux fiducies de financement indépendantes, qui constituent des titres de créance renouvelables.

Note 13. Autres passifs

Les composantes des autres passifs se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Montant net de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	310 \$	341 \$	320 \$
Obligation au titre des autres avantages du personnel à long terme	122	107	119
Passifs au titre de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (note 15)	3	2	3
Autres	16	32	16
Total des autres passifs	451 \$	482 \$	458 \$

Note 14. Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	13 juin 2020 (12 semaines)		15 juin 2019 (12 semaines)		13 juin 2020 (24 semaines)		15 juin 2019 (24 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire						
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	357 726 194	7 035 \$	369 092 041	7 203 \$	360 064 475	7 065 \$	371 790 967	7 177 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	59 711	3	619 566	30	479 007	27	1 316 397	63
Rachetées et annulées	—	—	(3 611 170)	(70)	(2 757 577)	(54)	(7 006 927)	(77)
Émises et en circulation à la clôture de la période	357 785 905	7 038 \$	366 100 437	7 163 \$	357 785 905	7 038 \$	366 100 437	7 163 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(874 004)	(17) \$	(576 588)	(11) \$	(1 113 302)	(21) \$	(734 727)	(15) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	—	—	(145 000)	(3)	(300 000)	(5)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR (note 15)	30 535	1	21 133	1	414 833	8	479 272	10
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(843 469)	(16) \$	(555 455)	(10) \$	(843 469)	(16) \$	(555 455)	(10) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	356 942 436	7 022 \$	365 544 982	7 153 \$	356 942 436	7 022 \$	365 544 982	7 153 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie (note 6)	356 916 153		367 767 214		357 742 595		368 396 964	

Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes indiquées :

	13 juin 2020 ⁱ⁾ (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars)				
Actions ordinaires	0,315 \$	0,315 \$	0,630 \$	0,610 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$	0,66250 \$	0,66250 \$

i) Les dividendes de 0,315 \$ par action ordinaire déclarés pour le deuxième trimestre de 2020 étaient à payer le 1^{er} juillet 2020. Les dividendes de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, déclarés pour le deuxième trimestre de 2020 étaient à payer le 30 juin 2020.

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Dividendes déclarés				
Actions ordinaires	109 \$	114 \$	225 \$	224 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B (note 6)	3	3	6	6
Total des dividendes déclarés	112 \$	117 \$	231 \$	230 \$

Après la clôture du deuxième trimestre de 2020, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,315 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} octobre 2020 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2020, et un dividende trimestriel sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de 0,33125 \$ par action, à payer le 30 septembre 2020 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2020.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	—	3 611 170	2 757 577	7 006 927
Contrepartie en trésorerie payée ⁱ⁾	— \$	250 \$	188 \$	465 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	180	134	203
Diminution du capital social ordinaire	—	70	54	77
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	—	145 000	300 000
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	— \$	10 \$	20 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	—	7	15
Diminution du capital social ordinaire	—	—	3	5

i) Au premier trimestre de 2019, la contrepartie en trésorerie payée comprenait un montant de 185 millions de dollars payé pour des actions ordinaires relativement au régime d'achat d'actions automatique, qui est décrit plus bas.

Au premier trimestre de 2020, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé une modification à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») de la société. Cette modification permettait à la société de racheter ses actions ordinaires de Weston dans le cadre de son offre publique de rachat, conformément à un régime de cession de titres automatique convenu entre le courtier de la société, la société et Weston, afin que Weston conserve sa quote-part dans la société. Au deuxième trimestre de 2020, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat. Pour l'exercice à ce jour, 2 757 577 actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat, pour une contrepartie en trésorerie totale de 188 millions de dollars, y compris une tranche de 1 355 077 actions ordinaires auprès de Weston, pour une contrepartie en trésorerie totale de 92 millions de dollars.

Au cours du premier trimestre de 2019, la société a mené à terme un régime d'achat d'actions automatique (« RAAA »), lequel avait été mis sur pied au quatrième trimestre de 2018 afin de faciliter le rachat des actions ordinaires de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Conformément au RAAA, le courtier de la société a acheté 2 927 733 actions ordinaires en contrepartie d'environ 185 millions de dollars.

Au deuxième trimestre de 2020, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la TSX ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 17 888 888 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation. Conformément aux règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours alors en vigueur. Au 13 juin 2020, la société n'avait racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur.

Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres

La charge de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société, qui comprend les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), d'unités d'actions au rendement (« UAR »), d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs (« UAD ») et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants (« UADD ») de Loblaw, s'est établie à 12 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (8 millions de dollars en 2019) et à 22 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (19 millions de dollars en 2019) et a été comptabilisée dans les frais de vente et charges générales et administratives.

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société, notamment les régimes d'options sur actions, d'UATI, d'UAR, d'UAD et d'UADD de Loblaw, a été inscrite aux bilans consolidés résumés intermédiaires non audités comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Autres passifs (note 13)	3 \$	2 \$	3 \$
Surplus d'apport	92	90	100

Les régimes de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société sont présentés en détail ci-dessous :

Régime d'options sur actions Le tableau qui suit présente l'activité du régime d'options sur actions de la société :

(nombre d'options)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Options en circulation à l'ouverture de la période	7 648 714	8 205 716	6 317 922	7 509 631
Attribution	12 690	78 438	1 815 577	1 540 321
Exercice	(59 711)	(619 566)	(479 007)	(1 316 397)
Renonciation/annulation	(43 439)	(240 178)	(96 238)	(309 145)
Options en circulation à la clôture de la période	7 558 254	7 424 410	7 558 254	7 424 410

La société a attribué des options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 69,14 \$ au deuxième trimestre de 2020 (67,22 \$ en 2019) et de 70,05 \$ pour l'exercice à ce jour (65,64 \$ en 2019). De plus, la société a émis des actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions à un cours moyen pondéré de 68,33 \$ au deuxième trimestre de 2020 (69,49 \$ en 2019) et de 68,04 \$ pour l'exercice à ce jour (67,74 \$ en 2019) et a reçu une contrepartie en trésorerie de 3 millions de dollars (26 millions de dollars en 2019) et de 24 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (55 millions de dollars en 2019).

La juste valeur des options sur actions attribuées au deuxième trimestre de 2020 a été négligeable (1 million de dollars en 2019) et s'est élevée à 13 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (12 millions de dollars en 2019). Le tableau qui suit présente les hypothèses qui ont été utilisées pour évaluer la juste valeur à la date d'attribution des options attribuées en 2020 et en 2019 au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes :

	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Taux de rendement en dividende attendu	1,8 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %
Volatilité attendue du cours de l'action	18,4 % – 19,4 %	14,7 % – 15,3 %	13,5 % – 19,4 %	14,7 % – 15,7 %
Taux d'intérêt sans risque	0,3 % – 0,4 %	1,6 %	0,3 % – 1,2 %	1,6 % – 1,8 %
Durée de vie attendue des options	3,7 – 6,2 ans	3,7 – 6,2 ans	3,7 – 6,2 ans	3,7 – 6,2 ans

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée au régime d'options sur actions. Un taux de renonciation de 8,0 % (9,0 % au 15 juin 2019) a été appliqué au 13 juin 2020.

Régime d'unités d'actions temporairement incessibles L'activité du régime d'UATI de la société se résume comme suit :

(nombre d'attributions)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Unités d'actions temporairement incessibles à l'ouverture de la période	1 050 032	1 046 883	1 032 832	1 024 275
Attribution	1 774	54 743	232 784	305 372
Réinvestissement	4 838	4 506	9 668	8 221
Règlement	(26 422)	(16 680)	(233 506)	(240 151)
Renonciation	(5 704)	(65 066)	(17 260)	(73 331)
Unités d'actions temporairement incessibles à la clôture de la période	1 024 518	1 024 386	1 024 518	1 024 386

La juste valeur des UATI attribuées au deuxième trimestre de 2020 a été négligeable (4 millions de dollars en 2019) et s'est établie à 16 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (20 millions de dollars en 2019).

Régime d'unités d'actions au rendement L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

(nombre d'attributions)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Unités d'actions au rendement à l'ouverture de la période	701 166	688 568	662 695	674 945
Attribution	5 390	11 151	231 626	251 191
Réinvestissement	3 239	3 068	6 318	5 377
Règlement	(4 113)	(4 453)	(181 327)	(227 919)
Renonciation	(1 037)	(32 707)	(14 667)	(37 967)
Unités d'actions au rendement à la clôture de la période	704 645	665 627	704 645	665 627

La juste valeur des UAR attribuées au deuxième trimestre de 2020 a été négligeable (1 million de dollars en 2019) et s'est établie à 16 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (15 millions de dollars en 2019).

Règlement des attributions à même les actions détenues en fiducie La société a procédé au règlement de 30 535 UATI et UAR au deuxième trimestre de 2020 (21 133 en 2019) et de 414 833 UATI et UAR pour l'exercice à ce jour (468 070 en 2019), qui ont été réglées par l'intermédiaire des fiducies établies en vue du règlement de chacun des régimes d'UATI et d'UAR (voir la note 14).

Au deuxième trimestre de 2020 et pour l'exercice à ce jour, les règlements ont donné lieu à des hausses respectives de 1 million de dollars et de 16 millions de dollars (2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 et 18 millions de dollars au premier semestre de 2019) des résultats non distribués et à des hausses respectives de 1 million de dollars et de 8 millions de dollars (1 million de dollars au deuxième trimestre de 2019 et 10 millions de dollars au premier semestre de 2019) du capital social ordinaire.

Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les charges et les gains actuariels (pertes actuarielles) au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme de la société comptabilisés au cours des périodes se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisées dans le résultat d'exploitation ⁱ⁾	38 \$	34 \$	76 \$	83 \$
Charges au titre des autres avantages du personnel à long terme comptabilisées dans le résultat d'exploitation ⁱⁱ⁾	7	8	14	13
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies inclus dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	1	1	3	3
Gains actuariels (pertes actuarielles) avant impôt sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(58)	20	(14)	(77)

i) Comprend les coûts liés aux régimes à prestations définies, aux régimes de retraite à cotisations définies et aux régimes de retraite multi-employeurs de la société auxquels elle cotise. Comprend également des charges liées au règlement de 10 millions de dollars au premier semestre de 2019.

ii) Comprend les coûts liés aux régimes d'invalidité à long terme de la société.

Les pertes actuarielles comptabilisées au deuxième trimestre et pour l'exercice 2020 à ce jour sont principalement attribuables à la diminution des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par les rendements des actifs plus élevés que prévu. Les gains actuariels comptabilisés au deuxième trimestre de 2019 sont principalement attribuables aux rendements des actifs plus élevés que prévu, en partie contrebalancés par la diminution des taux d'actualisation. Les pertes actuarielles comptabilisées au premier semestre de 2019 sont principalement attribuables à la diminution des taux d'actualisation.

Au premier semestre de 2019, la société a procédé à plusieurs achats de rentes et payé 187 millions de dollars à même les actifs des régimes visés afin de régler des obligations de 177 millions de dollars à l'égard des régimes de retraite et elle a comptabilisé des charges liées au règlement de 10 millions de dollars dans les frais de vente et charges générales et administratives. La société n'a procédé à aucun achat de rentes au premier semestre de 2020.

Note 17. Instruments financiers

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et les passifs financiers, à l'exclusion de ceux qui sont classés comme étant au coût amorti et qui sont par nature à court terme. Les valeurs comptables des instruments financiers de la société se rapprochent de leur juste valeur, à l'exception de celle des titres de créance à long terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020				Au 15 juin 2019				Au 28 décembre 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers												
Coût amorti												
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	49 \$	49 \$	— \$	— \$	19 \$	19 \$
Certains autres actifs ⁱ⁾	—	—	—	—	—	—	11	11	—	—	14	14
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global												
Certains placements à long terme et autres actifs ⁱ⁾	117	—	—	117	60	—	—	60	50	—	—	50
Dérivés inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Juste valeur par le biais du résultat net	71	—	—	71	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépôts de garantie												
Dérivés inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs	—	4	—	4	1	4	—	5	5	—	1	6
Passifs financiers												
Coût amorti												
Dettes à long terme	— \$	8 774 \$	— \$	8 774 \$	— \$	7 725 \$	— \$	7 725 \$	— \$	8 079 \$	— \$	8 079 \$
Certains autres passifs ⁱ⁾	—	—	8	8	—	—	12	12	—	—	9	9
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global												
Dérivés inclus dans les fournisseurs et autres passifs	—	13	—	13	—	14	—	14	—	2	—	2
Juste valeur par le biais du résultat net	19	1	1	21	4	2	—	6	—	5	—	5

i) Certains autres actifs, certains autres placements à long terme et autres actifs et certains autres passifs sont inscrits aux bilans consolidés résumés intermédiaires non audités sous le poste Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes présentées.

La société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (profit de 3 millions de dollars en 2019) et un profit de 3 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (profit de 2 millions de dollars en 2019) sur les instruments financiers désignés comme étant au coût amorti. De plus, une perte nette de 13 millions de dollars a été comptabilisée au deuxième trimestre de 2020 (perte nette de 6 millions de dollars en 2019) et une perte nette de 13 millions de dollars a été comptabilisée pour l'exercice à ce jour (profit net de 2 millions de dollars en 2019) dans le bénéfice avant impôt sur le résultat au titre des instruments financiers devant être classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Créances liées aux prêts consentis à des franchisés La valeur des créances liées aux prêts consentis à des franchisés de Loblaw de néant (49 millions de dollars au 15 juin 2019 et 19 millions de dollars au 28 décembre 2019) a été comptabilisée dans les bilans consolidés résumés intermédiaires non audités. La société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, un montant de néant au deuxième trimestre de 2020 (profit de 1 million de dollars en 2019) et un montant de néant pour l'exercice à ce jour (profit de 1 million de dollars en 2019) au titre des créances liées à ces prêts.

Dérivés incorporés Les instruments financiers de niveau 3 de la société qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net consistent en des dérivés incorporés à des bons de commande qui ne sont libellés ni en dollars canadiens ni dans la monnaie fonctionnelle du fournisseur. Ces dérivés sont évalués selon une approche par le marché qui est fondée sur l'écart entre les cours de change et le moment du règlement. Le coût des bons de commande constitue la principale donnée non observable utilisée aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Une fluctuation importante à la hausse (à la baisse) de n'importe quelle donnée d'entrée pourrait entraîner une augmentation (une diminution) importante de la juste valeur.

La société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, un profit de 7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (profit de 1 million de dollars en 2019) et une perte de 2 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (profit de 3 millions de dollars en 2019) liés à ces dérivés. De plus, un passif de 1 million de dollars correspondant a été inscrit dans les fournisseurs et autres passifs au 13 juin 2020 (passif négligeable au 15 juin 2019 et actif de 1 million de dollars au 28 décembre 2019). Au 13 juin 2020, une augmentation (diminution) des cours de change de 1 % aurait donné lieu à un profit (une perte) lié(e) à la juste valeur de 1 million de dollars.

Placements dans des titres La Banque PC détient des placements qui sont considérés comme faisant partie des titres liquides qu'elle doit détenir afin de respecter le ratio de liquidité à court terme. Au 13 juin 2020, un montant de 117 millions de dollars de titres évalués à juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (60 millions de dollars au 15 juin 2019 et 50 millions de dollars au 28 décembre 2019) était inscrit dans les autres actifs. La Banque PC a comptabilisé un profit latent négligeable lié à la juste valeur au deuxième trimestre de 2020 (profit latent négligeable lié à la juste valeur en 2019) et un profit latent négligeable lié à la juste valeur pour l'exercice à ce jour (profit latent négligeable lié à la juste valeur en 2019) dans les autres éléments du résultat global relativement à ces placements.

Autres dérivés La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. Elle a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Les tableaux qui suivent présentent un résumé des justes valeurs comptabilisées aux bilans consolidés résumés intermédiaires non audités et des profits nets réalisés et latents (pertes nettes réalisées et latentes), avant l'impôt sur le résultat, lié(e)s aux autres dérivés de la société :

	Actif (passif) net lié à la juste valeur	(12 semaines)		13 juin 2020 (24 semaines)	
		Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)					
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Contrats à terme sur obligations ⁱ⁾	(10) \$	(18) \$	— \$	(43) \$	(1) \$
Swaps de taux d'intérêt ⁱⁱ⁾	(3)	1	(2)	(2)	(2)
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(13) \$	(17) \$	(2) \$	(45) \$	(3) \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle					
Contrats de change et autres contrats à terme	3 \$	— \$	(17) \$	— \$	18 \$
Autres dérivés non financiers	(19)	—	(3)	—	(30)
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	(16) \$	— \$	(20) \$	— \$	(12) \$
Total des dérivés	(29) \$	(17) \$	(22) \$	(45) \$	(15) \$

i) La Banque PC a recours à des contrats à terme sur obligations, d'une valeur notionnelle de 200 millions de dollars, pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux émissions futures de titres de créance. La juste valeur de ces dérivés est prise en compte dans les fournisseurs et autres passifs.

ii) La Banque PC a recours à des swaps de taux d'intérêt, d'une valeur notionnelle de 300 millions de dollars, pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux émissions futures de titres de créance. La juste valeur des dérivés est prise en compte dans les fournisseurs et autres passifs.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la société a réglé un contrat à terme sur obligations d'une valeur notionnelle de 350 millions de dollars qui avait été conclu au premier trimestre de 2020. Le contrat à terme sur obligations avait pour objectif de couvrir le risque de taux d'intérêt dans la courbe appropriée de rendement de titres du gouvernement du Canada qui correspondait à la durée des billets non garantis de premier rang échéant le 7 mai 2030 (les « billets échéant en 2030 ») et portant intérêt à 2,284 % par année (voir la note 12). La société a conclu que cette couverture était efficace à la date de règlement. Par conséquent, le cumul des autres éléments du résultat global lié à ce contrat à terme sur obligations continuera d'être amorti sur la durée des billets échéant en 2030 dans les états des résultats à titre de charges d'intérêts et autres charges financières, ce qui donnera lieu à un taux d'intérêt annuel effectif d'environ 3,34 %.

(en millions de dollars canadiens)	(12 semaines)			15 juin 2019 (24 semaines)	
	Actif (passif) net lié à la juste valeur	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Contrats de change à terme ⁱ⁾	— \$	(1) \$	— \$	(1) \$	— \$
Contrats à terme sur obligations ⁱⁱ⁾	(11)	(2)	—	(8)	—
Swaps de taux d'intérêt ⁱⁱⁱ⁾	(3)	—	—	(1)	—
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(14) \$	(3) \$	— \$	(10) \$	— \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle					
Contrats de change et autres contrats à terme	2 \$	— \$	(3) \$	— \$	(5) \$
Autres dérivés non financiers	(4)	—	(3)	—	4
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	(2) \$	— \$	(6) \$	— \$	(1) \$
Total des dérivés	(16) \$	(3) \$	(6) \$	(10) \$	(1) \$

- i) La Banque PC a recours à des contrats de change à terme, d'une valeur notionnelle de 5 millions de dollars américains, pour gérer le risque de change lié à certains montants à payer en dollars américains. La juste valeur des dérivés est prise en compte dans les charges payées d'avance et autres actifs.
- ii) La Banque PC a recours à des contrats à terme sur obligations, d'une valeur notionnelle de 389 millions de dollars, pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux émissions futures de titres de créance. La juste valeur des dérivés est prise en compte dans les fournisseurs et autres passifs.
- iii) La Banque PC a recours à des swaps de taux d'intérêt, d'une valeur notionnelle de 300 millions de dollars, pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux émissions futures de titres de créance. La juste valeur des dérivés est prise en compte dans les fournisseurs et autres passifs.

Note 18. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la société est partie et éventuellement assujettie à des actions et à des procédures en justice. De plus, la société est régulièrement assujettie à des vérifications de la part de diverses autorités fiscales. Par conséquent, il peut arriver à l'occasion que les autorités fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus, ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à des avis de nouvelles cotisations.

Il existe un certain nombre d'incertitudes entourant ces questions, prises isolément ou dans leur ensemble, et, par conséquent, il est possible que l'issue ultime de ces questions puisse nuire considérablement à la réputation de la société, à ses activités, à sa situation financière et à sa performance au cours de périodes futures. À l'heure actuelle, il est impossible de prédire avec certitude l'issue des actions et des procédures en justice de la société. La direction évalue régulièrement sa position quant au caractère adéquat des charges à payer et des provisions liées à ces questions et elle effectue les ajustements nécessaires, le cas échéant.

Ce qui suit décrit les actions en justice importantes de la société :

Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix ») s'est vu signifier une déclaration modifiée relative à un recours collectif, déclaration qui a été déposée auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario (la « Cour supérieure ») par deux pharmaciens propriétaires titulaires d'une licence, qui réclament des dommages-intérêts de 500 millions de dollars fondés sur diverses allégations de violation des accords conclus par Shoppers Drug Mart/Pharmaprix avec les pharmaciens propriétaires. Le recours collectif englobe l'ensemble des pharmaciens propriétaires titulaires d'une licence, actuels et anciens, résidant au Canada, mais ailleurs qu'au Québec, qui sont parties aux accords que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix a conclus avec ses pharmaciens propriétaires au moyen de formulaires en 2002 et en 2010. Le 9 juillet 2013, la Cour supérieure a confirmé un recours collectif à certaines parties de la poursuite. La Cour supérieure a imposé une date limite pour soumettre une réclamation au titre du recours collectif en se fondant sur la date d'approbation de la requête en certification. Les pharmaciens devenus pharmaciens propriétaires après le 9 juillet 2013 ne sont pas parties au recours collectif. La société juge cette réclamation sans fondement et se défend vigoureusement. La société n'a pas de charges importantes à payer et n'a pas constitué de provisions importantes au titre de ce litige comptabilisées dans ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

En 2017, la société et Weston ont annoncé avoir pris des mesures en raison de leur rôle dans l'accord visant la fixation des prix à l'échelle du secteur d'activité concernant certains produits de boulangerie emballés. L'accord portait sur la coordination des prix de détail et de gros de certains produits de boulangerie emballés sur une période allant de la fin de 2001 à mars 2015. Aux termes de cet accord, les participants augmentaient régulièrement les prix de manière coordonnée. Des poursuites en recours collectif ont été entreprises contre la société et Weston ainsi qu'un certain nombre d'autres importants magasins d'alimentation et un autre grossiste de boulangerie. Il est trop tôt pour prédire l'issue de ces poursuites. Ni la société, ni Weston n'estime que la résolution ultime de ces poursuites aura des incidences défavorables importantes sur leur situation ou leurs perspectives financières. Les soldes de trésorerie de la société excèdent de loin tout scénario raisonnable de dommages-intérêts, et par conséquent, la société ne prévoit pas de répercussions sur ses dividendes, sa politique de dividendes ou son régime de rachat d'actions. En 2020 ou avant, la société n'a comptabilisé aucun montant en lien avec la responsabilité civile éventuelle liée aux poursuites en recours collectif du fait que le montant de la responsabilité ne peut être estimé de manière fiable à l'heure actuelle. La société continuera d'évaluer si une provision au titre de la responsabilité civile liée aux poursuites en recours collectif peut être estimée de façon fiable et comptabilisera un montant dans la période au cours de laquelle une estimation fiable de la responsabilité sera établie ou que les poursuites seront réglées, selon la première des occurrences à survenir. Par suite de l'admission de leur participation à l'accord et de leur coopération à l'enquête du Bureau de la concurrence, la société et Weston ne feront pas l'objet d'accusations criminelles ou de sanctions pénales.

En août 2018, la province de la Colombie-Britannique a déposé un recours collectif contre de nombreux fabricants et distributeurs d'opioïdes, dont la société et ses filiales, Shoppers Drug Mart Inc. et Sanis Health Inc. Le recours porte sur des allégations d'infractions à la Loi sur la concurrence, d'assertions frauduleuses et inexactes ainsi que de tromperie et négligence. Il réclame un montant (indéterminé) de dommages-intérêts au titre des charges engagées par la province dans le paiement d'ordonnances d'opioïdes et d'autres coûts de soins de santé liés à la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique. En mai 2019, deux autres recours collectifs liés aux opioïdes ont été intentés en Ontario et au Québec contre un important groupe de défenseurs, dont Sanis Health Inc. En février 2020, un autre recours collectif lié aux opioïdes a été intenté en Colombie-Britannique contre un important groupe de défenseurs, dont Sanis Health Inc., Shoppers Drug Mart Inc. et la société. Les allégations formulées dans les recours collectifs de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique sont similaires aux allégations contre des défenseurs fabricants d'opioïdes formulées dans le recours collectif de la province de la Colombie-Britannique, à la différence que ces recours datés de mai 2019 et de février 2020 visent le recouvrement de dommages-intérêts au nom des usagers d'opioïdes directement. La société estime que ces recours sont sans fondement et elle se défend vigoureusement. Aucune charge à payer ni aucune provision importantes au titre de ces recours ne sont comptabilisées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

La société a reçu de l'Agence du revenu du Canada et du ministère des Finances de l'Ontario des avis de nouvelle cotisation qui s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle certains revenus touchés par Glenhuron, filiale établie à la Barbade et entièrement détenue par la société qui a fait l'objet d'une liquidation en 2013, auraient dû être traités comme des revenus canadiens et imposés comme tels au Canada. Les avis de nouvelle cotisation, qui ont été reçus entre 2015 et 2019, portent sur les années d'imposition 2000 à 2013. Le 7 septembre 2018, la Cour de l'impôt a rendu sa décision concernant les années d'imposition 2000 à 2010. La Cour de l'impôt a statué, en se fondant sur une interprétation technique des lois applicables, que certains revenus touchés par Glenhuron devaient être imposés au Canada. Le 4 octobre 2018, la société a déposé un avis d'appel auprès de la Cour d'appel fédérale. Le 15 octobre 2019, la Cour d'appel fédérale a entendu l'appel et, le 23 avril 2020, elle a rendu sa décision et infirmé la décision de la Cour de l'impôt. Après la clôture du deuxième trimestre, le 19 juin 2020, la Couronne a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de la Cour d'appel fédérale devant la Cour suprême du Canada. La société n'a annulé aucune partie de la charge précédemment comptabilisée.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, et d'autres types d'ententes commerciales. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnités à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclarations ou de garanties ou des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. De plus, les modalités de ces dispositions d'indemnisation comportent des montants variés, et certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant d'indemnisation maximal éventuel. Les montants d'indemnisation dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par conséquent, la société n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le total de son passif éventuel maximal relativement aux dispositions d'indemnisation. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 19. Transactions entre parties liées

Cession d'immeubles en faveur de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix ») Au cours du deuxième trimestre de 2020, la société a cédé un immeuble en cours d'aménagement à Propriétés de Choix en contrepartie d'un produit de 8 millions de dollars. Le produit correspond à la valeur comptable de l'immeuble. Cet immeuble n'a pas été reloué par la société.

Au cours du premier semestre de 2019, la société a cédé deux immeubles à Propriétés de Choix en contrepartie d'un produit de 36 millions de dollars et comptabilisé un profit de 5 millions de dollars. Ces immeubles ont été reloués par la société.

Transaction entre Propriétés de Choix et Wittington Au cours du deuxième trimestre de 2020, la société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives de 65 millions de dollars relativement à des contrats de location visant des magasins de vente au détail et des bureaux conclus avec une coentreprise mise sur pied par Propriétés de Choix et Wittington.

Fonds de capital de risque Au deuxième trimestre de 2020, Loblaw, GWL et une filiale entièrement détenue de Wittington sont devenues les commanditaires d'une société en commandite constituée par Wittington (le « fonds de capital de risque »). Le commandité du fonds de capital de risque est une filiale entièrement détenue de Wittington, qui a retenu les services d'un gestionnaire de fonds externe pour veiller sur le fonds de capital de risque. Le fonds de capital de risque a pour objectif de réaliser des investissements de capital de risque dans des entreprises novatrices nord-américaines axées sur les technologies des secteurs du commerce, des soins de santé et de l'alimentation, à chaque étape du cycle de démarrage. Chacun des trois commanditaires détient une participation de 33 % dans le fonds de capital de risque. Le montant en capital engagé par la société s'élève à 33 millions de dollars sur une période de 10 ans. Après la clôture du deuxième trimestre de 2020, la société a investi 7 millions de dollars dans le fonds de capital de risque.

Note 20. Informations sectorielles

La société compte deux secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens propriétaires. Il comprend également les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les vêtements et les autres articles de marchandise générale et il soutient le programme *PC Optimum*. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers offre des services de cartes de crédit, le programme *PC Optimum*, des services de courtage d'assurance et des services de télécommunications.

Le principal décideur en matière d'exploitation de la société évalue les résultats sectoriels en se fondant sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté du résultat d'exploitation²⁾, tels qu'ils sont présentés périodiquement à la direction interne.

L'information portant sur chaque secteur d'exploitation à présenter est incluse ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)				15 juin 2019 (12 semaines)			
	Vente au détail	Services financiers	Éliminations ⁱ⁾	Total	Vente au détail	Services financiers	Éliminations ⁱ⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	11 768 \$	233 \$	(44) \$	11 957 \$	10 906 \$	284 \$	(57) \$	11 133 \$
Résultat d'exploitation	370 \$	34 \$	— \$	404 \$	546 \$	42 \$	— \$	588 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	154	22	—	176	154	21	—	175
Bénéfice avant impôt sur le résultat	216 \$	12 \$	— \$	228 \$	392 \$	21 \$	— \$	413 \$
Résultat d'exploitation	370 \$	34 \$	— \$	404 \$	546 \$	42 \$	— \$	588 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	593	5	—	598	575	5	—	580
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	132	—	—	132	123	—	—	123
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(118)	—	—	(118)	(116)	—	—	(116)
Montant ajusté du BAIIA ⁱⁱⁱ⁾	977 \$	39 \$	— \$	1 016 \$	1 128 \$	47 \$	— \$	1 175 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	475	5	—	480	459	5	—	464
Montant ajusté du résultat d'exploitation	502 \$	34 \$	— \$	536 \$	669 \$	42 \$	— \$	711 \$

- i) Les colonnes Éliminations comprennent le reclassement des produits liés aux récompenses axées sur la fidélisation du programme MasterCard^{MD} *Services financiers le Choix du Président* du secteur Services financiers.
- ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 113 millions de dollars (114 millions de dollars en 2019).
- iii) Certains éléments sont exclus du résultat d'exploitation afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.
- iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 118 millions de dollars (116 millions de dollars en 2019) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (24 semaines)				15 juin 2019 (24 semaines)			
	Vente au détail	Services financiers	Éliminations ¹⁾	Total	Vente au détail	Services financiers	Éliminations ¹⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	23 352 \$	499 \$	(94) \$	23 757 \$	21 358 \$	550 \$	(116) \$	21 792 \$
Résultat d'exploitation	908 \$	37 \$	— \$	945 \$	947 \$	92 \$	— \$	1 039 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	304	44	—	348	308	40	—	348
Bénéfice avant impôt sur le résultat	604 \$	(7) \$	— \$	597 \$	639 \$	52 \$	— \$	691 \$
Résultat d'exploitation	908 \$	37 \$	— \$	945 \$	947 \$	92 \$	— \$	1 039 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	1 182	10	—	1 192	1 150	10	—	1 160
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	285	—	—	285	251	—	—	251
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(237)	—	—	(237)	(235)	—	—	(235)
Montant ajusté du BAIIA ⁱⁱⁱ⁾	2 138 \$	47 \$	— \$	2 185 \$	2 113 \$	102 \$	— \$	2 215 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	945	10	—	955	915	10	—	925
Montant ajusté du résultat d'exploitation	1 193 \$	37 \$	— \$	1 230 \$	1 198 \$	92 \$	— \$	1 290 \$

- i) Les colonnes Éliminations comprennent le reclassement des produits liés aux récompenses axées sur la fidélisation du programme MasterCard^{MD} Services financiers le Choix du Président du secteur Services financiers.
- ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 242 millions de dollars (230 millions de dollars en 2019).
- iii) Certains éléments sont exclus du résultat d'exploitation afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.
- iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 237 millions de dollars (235 millions de dollars en 2019) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Les produits de la société, en fonction du type de biens ou de services, font l'objet d'un rapprochement avec les produits sectoriels de la société dans le tableau qui suit :

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Alimentation au détail	8 747 \$	7 858 \$	17 079 \$	15 373 \$
Pharmacies au détail				
Médicaments sur ordonnance	1 361 \$	1 449 \$	2 924 \$	2 861 \$
Produits de l'avant du magasin	1 660	1 599	3 349	3 124
	3 021 \$	3 048 \$	6 273 \$	5 985 \$
Total du secteur Vente au détail	11 768 \$	10 906 \$	23 352 \$	21 358 \$
Services financiers	233	284	499	550
Éliminations ¹⁾	(44)	(57)	(94)	(116)
Total	11 957 \$	11 133 \$	23 757 \$	21 792 \$

- i) Les colonnes Éliminations comprennent le reclassement des produits liés aux récompenses axées sur la fidélisation du programme MasterCard^{MD} Services financiers le Choix du Président du secteur Services financiers.

(en millions de dollars canadiens)	Au 13 juin 2020	Au 15 juin 2019	Au 28 décembre 2019
Total des actifs			
Vente au détail	31 607 \$	31 225 \$	31 661 \$
Services financiers	4 524	4 255	4 648
	36 131 \$	35 480 \$	36 309 \$

(en millions de dollars canadiens)	13 juin 2020 ⁱ⁾ (12 semaines)	15 juin 2019 (12 semaines)	13 juin 2020 ⁱ⁾ (24 semaines)	15 juin 2019 (24 semaines)
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles				
Vente au détail	194 \$	197 \$	392 \$	353 \$
Services financiers	5	12	18	30
	199 \$	209 \$	410 \$	383 \$

- i) Les entrées d'immobilisations corporelles du secteur Vente au détail comprennent des paiements anticipés de 30 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 et de 50 millions de dollars pour l'exercice à ce jour qui ont été effectués en 2019 et transférés en provenance des autres actifs en 2020.

Sommaire financier¹⁾

Sauf indication contraire, le sommaire financier qui suit tient compte de l'incidence de la consolidation des franchises et de la COVID-19.

Au 13 juin 2020 et au 15 juin 2019 et pour les périodes closes à ces dates
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2020 (12 semaines)	2019 (12 semaines)
Résultats d'exploitation consolidés		
Produits	11 957 \$	11 133 \$
Augmentation des produits	7,4 %	2,9 %
Résultat d'exploitation	404 \$	588 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 016	1 175
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,5 %	10,6 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	176 \$	175 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	176	175
Bénéfice net	162	306
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	172	289
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	169	286
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	266	373
Résultat consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net dilué	0,47 \$	0,77 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué ²⁾	0,74 \$	1,01 \$
Situation financière et flux de trésorerie consolidés		
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	2 558 \$	1 190 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	935	951
Dépenses d'investissement	199	209
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	334	333
Mesures financières		
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	3,0x	3,0x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres ²⁾ sur une base annuelle	13,3 %	13,5 %
Montant ajusté du rendement du capital ²⁾ sur une base annuelle	7,9 %	7,9 %

Sommaire financier¹⁾

Au 13 juin 2020 et au 15 juin 2019 et pour les périodes closes à ces dates
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2020 (12 semaines)	2019 ³⁾ (12 semaines)
Résultat d'exploitation du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	11 768 \$	10 906 \$
Résultat d'exploitation	370	546
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 484	3 263
Montant ajusté de la marge brute en pourcentage ²⁾	29,6 %	29,9 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	977 \$	1 128 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	10,3 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	593 \$	575 \$
Statistiques d'exploitation du secteur Vente au détail		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	10,0 %	0,6 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	(1,1)%	4,0 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,7	70,6
Nombre de magasins détenus par la société	549	551
Nombre de magasins franchisés	539	536
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens propriétaires	1 343	1 338
Résultats d'exploitation du secteur Services financiers		
Produits	233 \$	284 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	12	21
Mesures et statistiques d'exploitation du secteur Services financiers		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit trimestrielles	3 235 \$	3 201 \$
Créances sur cartes de crédit	2 834	3 243
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	250	175
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit trimestrielles	13,8 %	13,5 %
Taux annualisé des pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit trimestrielles	3,8 %	3,4 %

Notes de fin de document des résultats financiers et du sommaire financier

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2019 de la société, à la page 154.
- 2) Voir la rubrique 10, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société, qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
- 3) Certains chiffres comparatifs ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Profil de la société

Les Compagnies Loblaw Limitée (« Loblaw ») est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie ainsi que le plus important détaillant au pays. Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services financiers ainsi que des produits et services de téléphonie mobile. Loblaw, ses franchisés et ses pharmaciens propriétaires figurent parmi les plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant plus de 190 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans plus de 2 400 magasins détenus par la société, magasins franchisés et établissements détenus par des pharmaciens propriétaires.

La raison d'être de Loblaw, soit *Vivre bien, vivre pleinement*^{MD}, met à l'avant-plan les besoins et le bien-être de l'ensemble des consommateurs qui visitent ses magasins et y effectuent un milliard de transactions annuellement. Loblaw est en mesure de répondre à ces besoins, voire de dépasser les attentes de la clientèle, de multiples façons, ce qui inclut notamment ses établissements bien situés; ses quelque 1 050 magasins d'alimentation, tant de type escompte que de spécialité; ses pharmacies offrant des services complets situées dans près de 1 400 établissements *Shoppers Drug Mart*^{MD}/*Pharmaprix*^{MD} et près de 500 magasins de Loblaw; ses services financiers offerts par l'entremise des *Services financiers le Choix du Président*^{MD}; ses vêtements mode de marque *Joe Fresh*^{MD} à prix abordables pour toute la famille; et quatre des marques les plus populaires au Canada, soit *Life Brand*^{MD}, *Délices du marché*^{MC}, *sans nom*^{MD} et *le Choix du Président*^{MD}.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw Limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare Inc. Sans frais : 1-800-564-6253 (Canada et États-Unis)
100, University Avenue Télécopieur : 416-263-9394
Toronto, Canada Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330
M5J 2Y1 Accès direct à l'échelle internationale : 514-982-7555

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples, ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Personne-ressource pour les investisseurs :	Personne-ressource pour les médias :
Roy MacDonald	Kevin Groh
Vice-président, Relations avec les investisseurs	Vice-président principal, Affaires corporatives et communications
905-861-2243	905-861-2437
investor@loblaw.ca	pr@loblaw.ca

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses résultats financiers trimestriels. Ces appels sont archivés sous l'onglet « Investisseurs » du site Web de la société, à l'adresse loblaw.ca.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw Limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 23 juillet 2020 à 10 h (HE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450 ou le 888-231-8191. La rediffusion sera disponible deux heures environ après la téléconférence au 416-849-0833 ou au 855-859-2056, code d'accès 4096945. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca. Préinscription possible.

De plus amples renseignements sur la téléconférence et la webémission se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw Limitée à l'adresse loblaw.ca.

loblaw.ca

shoppersdrugmart.ca

pharmaprix.ca

pcfinancial.ca

joefresh.com

presidentschoice.ca

lechoixdupresident.ca

pcexpress.ca

wellwise.ca

Les Compagnies
Loblaw
Limitée